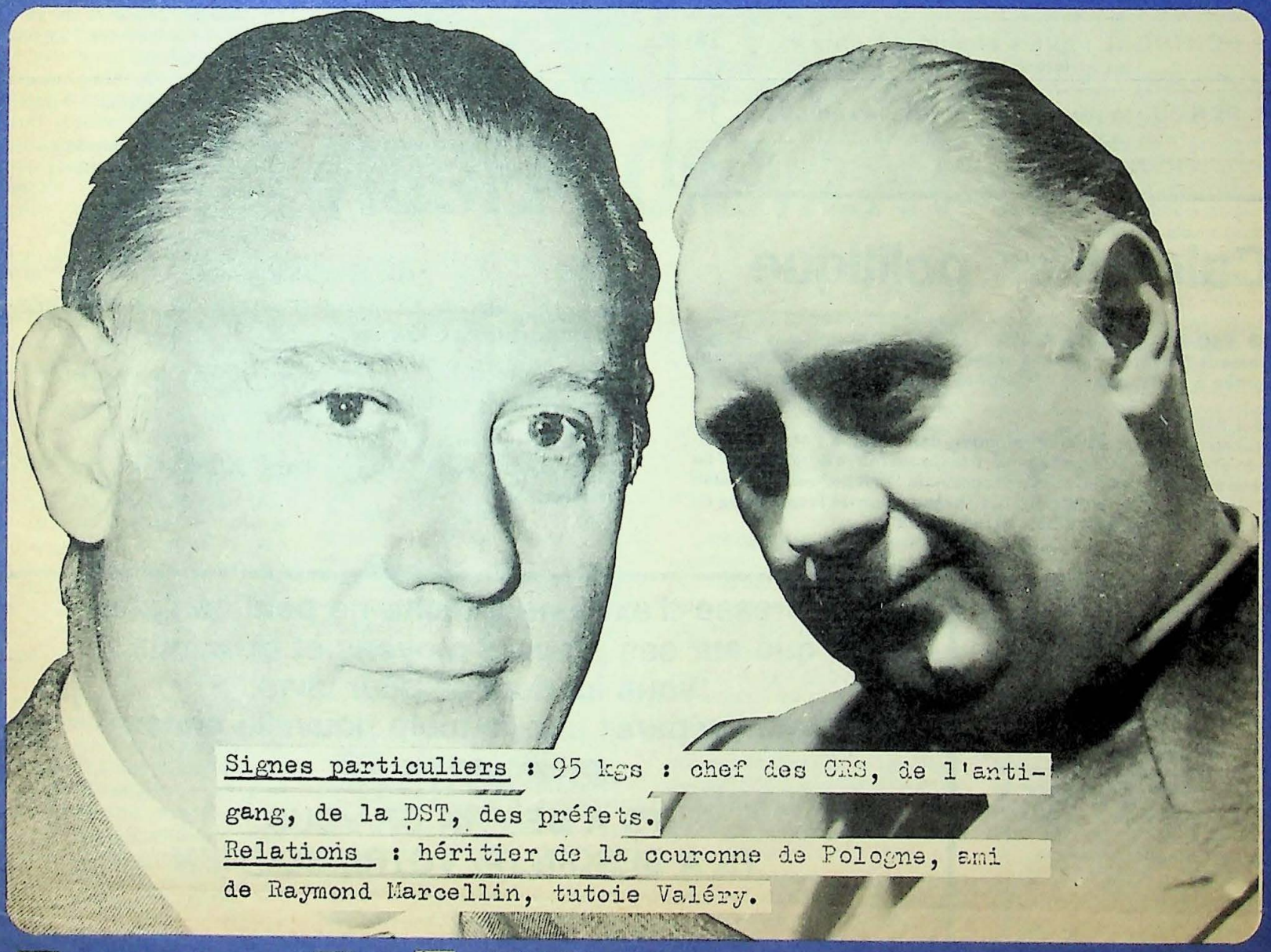
n° 669 du 13 au 20 septembre 1975
Hebdomadaire du parti socialiste unifié.

tribune socialiste

PSU

ponia



Signes particuliers : 95 kgs : chef des CRS, de l'anti-gang, de la DST, des préfets.
Relations : héritier de la couronne de Pologne, ami de Raymond Marcellin, tutoie Valéry.

le délinquant

Sommaire

- RELANCE : cynisme en hausse ..... p. 4
- CORSE : le feu sous la cendre .....
- TOULON : un nouveau Fréjus ? ..... p. 5
- BOUSSAC : une histoire de gros sous p. 6
- PTT : l'emploi au féminin ..... p. 7
- MOUVEMENT COMMUNISTE : Une, deux, trois tactiques ..... p. 8-9
  un article de Serge DEPAQUIT
- ARMEE : la chair bretonne ..... p. 10
- AMENAGEMENT : le pont et la rose . p. 11
- TELE : « Oui, oui, c'est décidé » ..... p. 12
- PARIS : une fête pour un marché ... p. 12
- COMORES : Ylang, Orchidée et Dzaoudzy ..... p. 13
  un reportage de Félix GERMAIN
- PORTUGAL : quels enseignements ? p. 14
  un article d'Yvan CRAIPEAU
- PEROU : la révolution dans la révolution P. 15
  un reportage de Maurice NAJMAN

Centre populaire de formation socialiste

Séance de rentrée :

Vendredi 19 septembre - 20 h 30

ouvert à tous

(débat introduit par Victor Leduc)
présentation des cycles de formation
44, rue de Rennes - 75006 - PARIS
- Mo Saint-Germain

RAPPEL :

Toutes les inscriptions sont reçues 9, rue Borromée ; les chèques doivent être envoyés à M. Pierre Garrigues : CCP : 2341264 - 37, avenue Foch - 75116 - PARIS.

Les droits d'inscription sont de 25 F pour un cycle, 40 F pour 2, 60 F pour 3 et 70 F pour les 4.

Marxisme et philosophie : 1 mardi sur 2 à partir du 23 septembre.

Analyse marxiste de l'économie : 1 vendredi sur 2 à partir du 26 septembre.

Histoire du Mouvement ouvrier : 1 mardi sur 2 à partir du 30 septembre.

Critique des pratiques sociales : 1 vendredi sur 2 à partir du 3 octobre.

Calendrier politique

- **PSU-SECTEUR CULTUREL**

Samedi 7 septembre, une après-midi (à partir de 14 h, 9 rue Borromée à Paris, dans le 15e) sur le bilan des festivals de l'été.

- **LARZAC**

Prochaine réunion de coordination des comités Larzac les samedi 21 et dimanche 22 septembre, à la Coopérative agricole, rue de Glossop à Millau, 14 heures. Au programme : compte-rendu et bilan des divers rassemblements de l'été ; préparation de la rencontre de Toussaint ; le Théâtre du Larzac ; le journal.

Spécial « TS Marle »

consacré aux problèmes de l'énergie (et en particulier aux centrales nucléaires).

Envoi contre 4 F 20 (3 F + frais d'envoi sous enveloppe) en chèque ou en timbres.

En faire la demande à :
Yves DAUDIGNY 13, rue Curie 02250 - MARLE-sur-SERRE

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :
Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAULT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - **Administration** : 566.45.37 - **Publicité** : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef :
Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

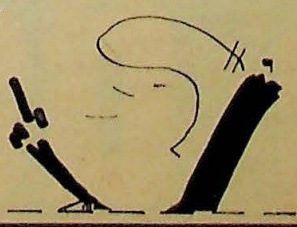
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

la presse d'extrême gauche ne peut compter que sur ses propres moyens et ceux que vous lui donnez pour vivre.
Pour préparer une formule nouvelle encore meilleure de TS

TS A BESOIN DE VOUS
TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

Un nom :.....
une adresse :.....
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



Photos : PUECH, p 1 ; SEMO (FOTOLIB) p 3 ; AFP, p 1, 8, 9 11 ; LEBRUN (FOTOLIB) p 6, 12 ; FOTOLIB, p 7 ; WEISS (ADJA), p 10 ; MULARONI (FOTOLIB) p 14 ; VATAROZ (FOTOLIB), p 15.

«REDEPLOIEMENT»

Les flonflons du débat parlementaire se sont tus sans que nous apprenions grand chose de neuf. Le premier ministre, avec ses menaces à peine voilées à l'égard des travailleurs, a relayé les appels pathétiques du président de la République aux chefs d'entreprises et aux cadres. C'était prévisible. Pour une politique de classe, c'en est une qui ne fait pas dans les nuances...

Mais quand on aura répété sur tous les tons que c'est une politique de classe, on n'aura pas encore beaucoup avancé. A une politique doit en répondre une autre, de classe elle aussi. Pas la rivalité dans la compétence économique, à laquelle on semble toujours se complaire au parti socialiste, du genre « **voyez comme ça irait mieux si nous étions à la place de ces incapables** » : on ne nous empêchera pas d'y trouver un goût un peu morbide, car il est déjà loin, le temps de la tour Montparnasse et des technocrates saisis par le vertige du pouvoir.

Juger en ces termes de l'action gouvernementale dispense un peu trop facilement de mesurer dans toute son ampleur sa signification politique. Peu nous importe ce que l'on pense de la réputation de grande habilité économique dont Giscard s'est paré en quinze ans de présence au pouvoir, et dont il se prévaut encore aujourd'hui. Il n'a, en vérité, guère besoin qu'on lui explique comment on peut redresser la situation de l'emploi, relancer l'économie et accélérer le pouvoir d'achat : il doit bien le savoir et il ne manquait pas de conseilleurs dans la majorité pour le lui suggérer, comme l'a fait Albin Chalandon. Il le sait, mais il ne le veut pas. L'objectif fondamental reste de permettre à la crise de faire sonœuvre : assurer le « redéploiement » de l'économie — c'est-à-dire la concentration de l'appareil productif, la sélection de ses éléments les plus profitables et son expansion à l'étranger — au prix d'un chômage massif et durable et de la contraction des salaires réels, et sous la condition d'infliger aux travailleurs une lourde défaite.

C'est bien pourquoi la question posée aux travailleurs, c'est aussi : le « redéploiement » de leurs propres forces. C'est vrai pour l'ensemble des forces ouvrières et populaires ; ce l'est aussi pour les nôtres.

Moins que jamais il ne faut abandonner les propositions que nous avons faites inlassablement pour une action unitaire. Ce n'est pas parce qu'elles n'ont obtenu souvent que des résultats partiels, limités, provisoires, qu'elles sont caduques. Au contraire, car — comme nous l'avons montré — elles ont fait petit à petit leur chemin. Mais pour qu'elles portent leurs fruits, il faut aussi qu'elles s'appuient sur nos propres efforts pour développer l'unité populaire et nous y inscrire comme une force puissante.

Lorsque Laurent Salini écrit dans un éditorial de l'**Humanité** que « **du rassemblement de la tour Eiffel aux manifestations populaires de la Corse, la conviction se répand que l'action collective, massive, peut conduire à des succès importants et qu'elle prépare le nécessaire tournant politique** », nous pensons, évidemmant, que c'est bien là le langage que l'on doit tenir, en ajoutant toutefois qu'il convient de passer du langage aux actes. Mais nous n'oublierons pas non plus que nous ne sommes pas tout à fait étrangers à la progression de l'idée de rassembler les entreprises en lutte, ni à la puissance du mouvement populaire en Corse et à sa reconnaissance — fût-elle tardive — comme un exemple de l'action à mener. Et cela marque bien nos responsabilités.

L'unité d'action entre organisations est un des aspects de l'unité populaire, non le seul. Tout ce qui contribue à rassembler autour de la classe ouvrière ceux qui partagent avec elle l'exigence d'un renversement du capitalisme, va dans ce sens. C'est pourquoi nous devons accorder toute notre attention à la jonction des luttes dans et hors l'entreprise, insister sur les formes d'action et les mots d'ordre qui unifient les unes et les autres : réduction, par les intéressés eux-mêmes, du temps de travail sans diminution de salaire, mais aussi de certains prix et tarifs (loyers, charges, transports) ; luttes pour la gratuité d'un certain nombre de services, en commençant par l'action de chômeurs pour obtenir le moratoire des impôts (1), des dettes, des loyers et la gratuité des fournitures scolaires ; luttes avec les paysans, pour un autre type d'organisation et d'orientation de la production agricole ; luttes pour le développement de services qui permettent l'amélioration des conditions collectives d'existence et justifient de nombreuses créations d'emplois.

Il s'agit ainsi d'élargir le front de lutte contre les conséquences de la crise, quant aux objectifs et quant aux catégories sociales concernées, autour de la bataille générale de l'emploi qui, du même coup, prendra sa véritable dimension politique : un combat pour une autre société. C'est aussi le moyen d'éviter l'éparpillement des actions en tous domaines, en les rendant plus cohérentes. C'est enfin une incitation à savoir compter d'abord sur nos propres forces et sur notre propre capacité d'imagination et de création pour que de telles exigences, encore rarement ressenties ailleurs, passent dans les faits.

Cela ne veut pas dire l'isolement. Bien au contraire. Le renforcement de notre capacité d'intervention autonome est une des conditions de la constructiion d'une nouvelle unité. Une condition aussi du développement du courant révolutionnaire pour l'autogestion. Beaucoup commencent à percevoir que la social-démocratie ne saurait avoir le monopole des discours sur la liberté, ni les partis communistes celui de la co-défense des intérêts historiques de la classe ouvrière. Il reste à les convaincre de la réponse politique apportée par la voie autogestionnaire, révolutionnaire et démocratique à la fois.

Telles sont les trois dimensions que nous devons donner à chaque aspect et à chaque instant de notre travail : action autonome, propositions unitaires, recherche du dialogue autour de la stratégie du contrôle et de l'autogestion. Il y a fort à faire. Mais, avec lucidité, nous devons savoir qu'il y a, pour la classe ouvrière, des risques qu'il serait dramatique d'ignorer, et, pour le courant que nous représentons, une chance historique qu'on n'a pas le droit de laisser passer.

Michel MOUSEL ■

(1) Nous avions lancé le mot d'ordre de moratoire des impôts pour les chômeurs ; le gouvernement a répondu par le moratoire pour les entreprises les plus bénéficiaires... Raison de plus pour relancer cette revendication !

le gouvernement et la « relance » :

Cynisme en hausse : + 5 %

SCENE 1 : LA RELANCE DE L'EMPLOI — Le 4 septembre, Giscard déclare : « **Pour la France, la situation de l'emploi est devenue préoccupante (...), il s'agit donc de créer des emplois (...), c'est donc un programme de développement de l'activité économique** ».

Le 5 septembre, Fourcade précise la pensée présidentielle : « **Le plan de relance de l'économie n'aura pas d'effet sensible sur l'embauche avant le printemps prochain** ». Jacques Ferry, vice-président du CNPF est encore plus explicite : « **Logiquement, en dépit des espoirs légitimes que je fonde sur la nécessité du plan gouvernemental, nous devrions procéder à des licenciements dans les semaines qui viennent, dans la sidérurgie** » ; cette incertitude n'est concrétisée par aucun chiffre, « **l'important n'étant pas là** » (sic).

SCENE 2 : LE FINANCEMENT DU PLAN — Le 4 septembre, Giscard déclare : « **C'est pourquoi, ces dépenses seront financées sur les ressources normales du Trésor, ce que la situation de nos finances publiques nous permet de faire** ».

Le 5 septembre, Fourcade précise la pensée du Président : « **Il y aura, pour l'année prochaine, un petit effort fiscal à faire** ».

Le 8 septembre enfin, Chirac dément véhémentement les déclarations de « **certaines personnes de l'opposition** » qui ont eu la malhonnêteté de déduire de la phrase précitée que « **l'année 1976 serait marquée par un tour de vis fiscal** » : mauvaise foi habituelle des délinquants de l'opposition dont l'unique objectif est de « troubler » l'opinion...

On pourrait multiplier à l'infini les exemples de telles fluctuations verbales. Jeu dérisoire, si n'étaient en question le sort de centaines de milliers de salariés acculés au chômage, et l'avenir de dizaines de milliers de jeunes à la recherche désespérée — et vaine — d'un premier emploi : cynisme, manipulation crapuleuse de l'opinion : les mots perdent leur virulence quand on essaie d'évoquer la politique gouvernementale.

le gouvernement par l'absurde

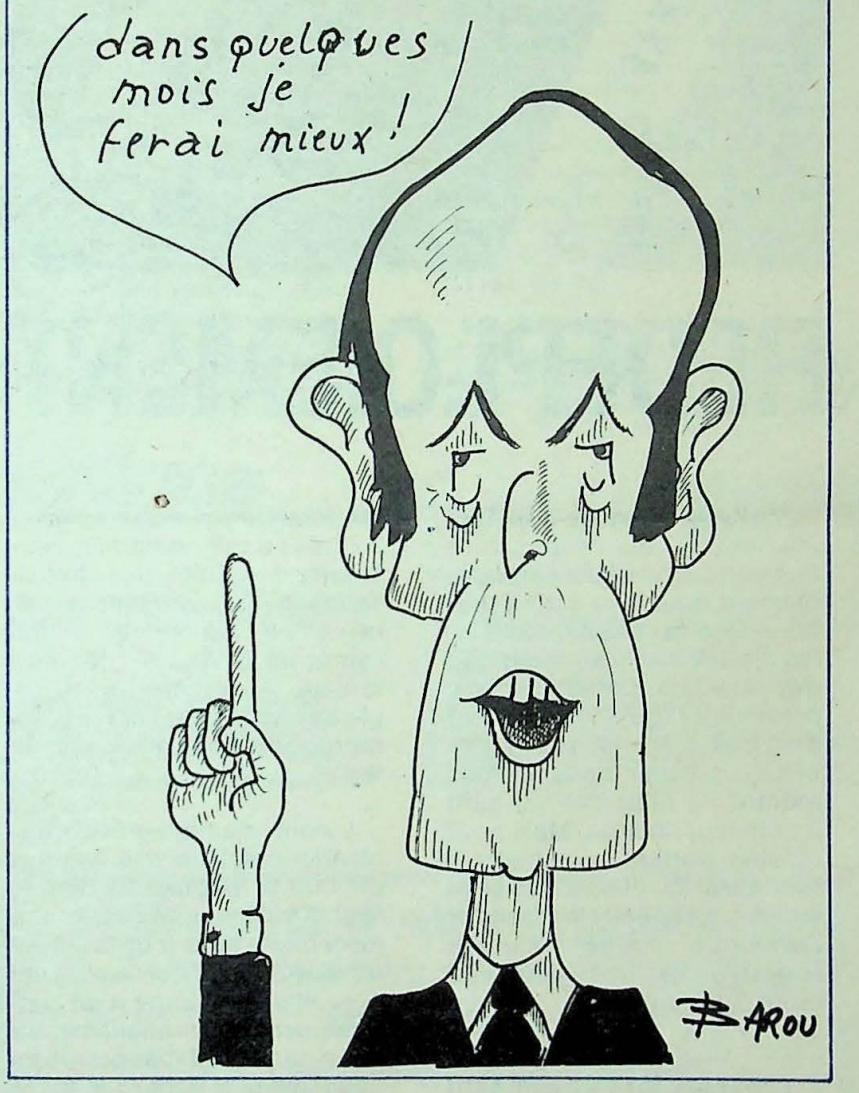
En réalité, ces déclarations ne participent que d'une seule et unique orientation. Sans revenir sur les objectifs fondamentaux du plan de relance qui ont été largement exposés la semaine dernière dans TS, il convient de rappeler que le Plan de Giscard est essentiellement destiné à stabiliser le chômage. A cet égard, la conférence nationale de Lyon, consacrée à l'ébauche du débat qui doit s'engager dans le parti sur le programme de transition, nous a permis d'aboutir à une première conclusion fondamentale : la phase actuelle de récession généralisée doit être considérée comme un mouvement conjoncturel d'une crise de fond, et il faut s'attendre dans les mois qui viennent à l'affermissement progressif d'un certain nombre de signes de reprise, qui ne s'accompagneront d'aucun changement de la situation de l'emploi.

Les vagues de licenciements dans de nombreuses entreprises en difficulté vont se poursuivre, ainsi que la politique de compression de personnel et de restructuration des grandes firmes, qui profiteront d'une évolution plus favorable de leurs marchés. Enfin, le rythme moyen de croissance ne pourra être que faible (2 à 3 % par an), de sorte que le volant de chômage se maintiendra. En d'autres termes, les recettes classiques de relance par la consommation ou les investissements, qu'elles soient de droite ou de « gauche », sont parfaitement inopérantes car ce qui est en cause, c'est le mode d'accumulation du capital. D'où la nécessité de ce que Giscard appelle une « **croissance différente** ».

Mais s'agit-il vraiment d'obtenir des résultats ? Nous ne le pensons pas, et c'est la raison pour laquelle il paraît de plus en plus erronné de taxer le gouvernement d'incapacité chronique. Giscard a volontairement sous-estimé la crise ; après avoir limité à la fin de l'année dernière les effets qu'allait immanquablement provoquer le développement du chômage par la carotte des 90 % en cas de licenciement pour cause économique, il entame aujourd'hui une nouvelle tranche de gestion de la crise.

L'absence de trève sociale estivale montre que la voie gouvernementale est étroite, mais rien n'indique que Giscard ne gagnera pas une nouvelle fois son pari de « **gouvernement par l'absurde** ». En effet, les résultats d'un sondage récent de l'IFOP indiquent que si 57 % des personnes interrogées jugent le gouvernement incapable de rétablir la situation, pas moins de 54 % des mêmes personnes pensent que la gauche au pouvoir n'y parviendrait pas davantage. Etrange paradoxe qui explique les succès de Giscard, autant par sa rouerie et ses remarquables qualités de phraseur, que par le manque de crédibilité de la gauche. Comme l'écrivait très justement Michel Bosquet dans **Libération** du 5 septembre : « **Il y a de la part des Français une lucidité inattendue, inespérée qui va au-delà de la stratégie d'une gauche unie qui se borne à dire que si elle était au gouvernement, tout irait mieux** ».

Officiel : 1 000 000 de chômeurs



En réalité, rien n'irait mieux et ce ne sont pas les pauvres contre-propositions préparées par les experts de Mitterrand qui permettraient de relancer la machine parce que telle qu'elle a fonctionné jusqu'à maintenant, elle ne pouvait conduire qu'à la crise et que, tant que le moteur de l'économie capitaliste n'aura pas été rebuté, rien ne pourra changer.

Alors quel est le sens de l'offensive conduite en ordre dispersé par l'opposition de gauche à la tribune de l'Assemblée Nationale ? Sa portée est moins d'ordre économique que politique. L'absence de perspectives communes n'est pas nouvelle, ni les références en forme de divergences « complémentaires » au Programmme commun.

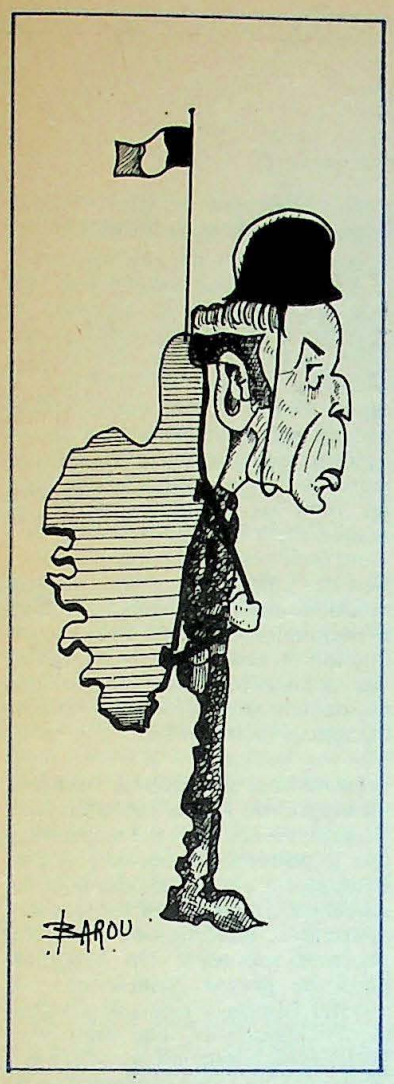
Autant dire que l'offensive de la gauche parlementaire a fait long feu et qu'après les grandes envolées dans le cirque de l'Assemblée, les problèmes resteront entiers et le plan de Giscard sera mis en application. Une nouvelle fois, la véritable contre-attaque se déroulera ailleurs, dans les entreprises en difficulté, et sur les lieux de production.

La responsabilité des militants du PSU n'en est que plus grande. La lutte pour l'emploi doit être considérée comme fondamentale : moins de travail pour tous, pour que tous les salariés aient un emploi (sans perte de salaire), la ristourne des impôts aux chômeurs (l'Etat a accordé un moratoire de près de 10 milliards de francs aux entreprises !), la réduction des charges, la gratuité des transports et l'échelle mobile des salaires, tels doivent être les axes de notre combat. Le reste n'est que palidonie. Réinventer l'avenir, c'est aujourd'hui, donner du travail à tous, c'est-à-dire maintenir, voire renforcer l'unité des différentes fractions des classes exploitées. C'est aussi préparer aujourd'hui la transition au socialisme. Car travailler deux ou trois heures de moins dans une journée, c'est permettre de restructurer l'existence quotidienne émiettée des travailleurs.

Bien que le mot d'ordre d'autoréduction des heures de travail et aussi de certains tarifs publics ne réponde pas à tous les aspects de la crise, toute brèche ouverte par ce biais serait difficilement réparable par le pouvoir. De plus, cette revendication conforme à l'objectif du contrôle ouvrier est largement populaire et adaptée à la situation. La CFDT ne s'y est pas trompée en avançant la revendication d'une « carte orange » intégrant le temps de transport dans le temps de travail.

L'unité d'action se fera nécessairement sur le terrain. Il est peu probable que la taxation du **déchaînement pornographique** suffise alors à satisfaire les justes et légitimes revendications des travailleurs.

Michel ETIENNE ■



Corse :

le feu sous la cendre

de notre correspondant à Ajaccio

« C'est l'apaisement » - « C'est le calme » - « La situation est normale » - « Tout est rentré dans l'ordre »... Les radios nationales et périphériques semblent vraiment vouloir, lorsqu'elles parlent de la Corse, exorciser les démons et l'avenir.

Il est vrai que, sur le terrain, un calme apparent règne. Les touristes quittent l'île ; les jours sont plus courts et la Corse semble prendre ses quartiers d'hiver. Mais derrière les façades des maisons, l'activité est intense : au siège de l'ex-ARC, où est installée la permanence des comités de soutien aux patriotes corses (plus de 200 comités ont été recensés à travers l'île) ; dans les locaux de la FDSEA, qui accueillent tous les soirs les dix-huit organisations du comité antirépression.

Le CAR a mis à profit ces quelques jours de trève pour préparer l'avenir. Il a lancé mercredi un « ultimatum » à Giscard d'Estaing, lui demandant de libérer dans les plus brefs délais Edmond Simeoni et les autres emprisonnés, d'arrêter toutes les poursuites, de retirer immédiatement les forces d'occupation, y compris la Légion étrangère. Le CAR a annoncé qu'il organiserait une grande marche sur Ajaccio dimanche 13 septembre pour démontrer au pouvoir la détermination du peuple corse.

Les multiples sondages d'opinion qui s'abattent aujourd'hui sur l'île éclairent d'un angle nouveau cette mobilisation. Le pouvoir a dû frémir en apprenant que plus d'un Corse sur trois (38 %) était partisan de l'autonomie et qu'un peu plus d'un Corse sur deux éprouvait de la sympathie pour l'ARC (SOFRES, Nouvel Obs.). De quoi laisser pantois le ministre de l'intérieur qui avait taxé récemment l'ARC de « minorité agissante »...

Dans le même temps, élus et notables cherchent par tous les moyens à reprendre l'initiative. Nicolas Alfonsi, le jeune député radical de gauche d'Ajaccio-ministre de l'Intérieur qui avait rence générale — sa médiation, tandis que d'autres élus démissionnaient, soi-disant pour marquer leur « solidarité avec le mouvement », mais avec l'espoir suprême (la fraude aidant) de se faire réélire bientôt.

garder l'initiative

En fait les manœuvres des notables (qu'ils soient de gauche ou de droite) n'impressionnent personne. « **Elles pourraient devenir dangereuses,** note cependant un membre de la CSC (consulte di studienti corsi) **si le CAR perdait l'initiative du combat** ». Pour éviter toute dilution du mouvement, l'aile progressiste du CAR est bien décidée à ne pas rester inactive. Le PS d'Ajaccio a organisé dans ce sens jeudi soir une réunion qui était ouverte à tous les militants révolutionnaires se réclamant de l'autogestion. Le but de cette réunion était de poser les jalons des actions futures.

Seuls le PCF et la CGT continuent, contre vents et marées, d'ignorer superbement la lutte actuelle. Une donnée a dû néanmoins faire réfléchir les dirigeants parisiens du PCF : selon le sondage de la SOFRES, 36 % des communistes se déclarent autonomistes... Un chiffre qui semble très vraisemblable lorsque l'on sait que beaucoup de communistes ont participé activement, le 1er septembre dernier, à l'opération « Isola morta » organisée par le CAR.

Martin TOUAN ■

dans la région toulonnaise

Un nouveau Fréjus?...

La ville de Toulon est actuellement servie en eau potable par une société de production d'eau dont le siège social est à Paris et qui, bien entendu, a ses propres bureaux régionaux à Toulon : la Compagnie des eaux et de l'ozone, filiale du groupe de la Générale des eaux.

Cette société a obtenu, en 1932, de la Ville de Toulon et du ministère de la Marine, l'exploitation d'une retenue d'eau située sur la commune de Carces à 50 km au nord-ouest de Toulon (d'une capacité de 8 millions de m3) pour le traitement et la production d'eau potable qu'elle revend ensuite à la ville.

Bien entendu la société travaille sous contrôle d'un ingénieur du génie rural. Ce contrôle se concrétise par un livre de bord tenu journellement et sur lequel doit figurer le niveau de la retenue d'eau. Par mesure de sécurité cette cote a été fixée à 166,75 m maximum.

Aucune sécurité

Or, le 25 décembre 1973, après protestation de la municipalité de Carces à la suite d'un débordement de l'ouvrage ayant causé des dégats aux cultures et habitations, on constate sur le livre de bord la cote de 168,30 m, supérieure de 1,55 m à la cote de sécurité. A la même date, l'ingénieur du génie rural signe sur un document officiel une troisième cote de 167,30 m. Outre le fait que ces chiffres ne concordent pas, il est manifeste que ces deux cotes sont fausses car à ce niveau — bien que dangereux — la retenue ne peut déborder. Deux remarques s'imposent alors : les règles de sécurité ne sont pas respectées, et les renseignements fournis à l'administration sont tronqués.

Par ailleurs, en cas de grossissement soudain des eaux, il est prévu à la base de la retenue le fonctionnement d'une vanne permettant de libérer, en la canalisant, une certaine quantité d'eau afin de maintenir le niveau à une hauteur compatible avec la sécurité (166,75).

Cette vanne, depuis 1932, n'a jamais été entretenue et fuit. Afin de stopper cette perte non contrôlable, la direction locale de la CEO a fait immerger des sacs de ciment et de sable qui colmatent les fuites, mais qui interdisent désormais la libre manoeuvre de la vanne.

Cette bonne vieille fatalité.

D'autre part, il est prévu, toujours en cas de crue soudaine et pour le cas où la vanne ne suffirait pas, trois cheminées qu'il est possible de dynamiter sans endommager l'ensemble. Mais elles sont perpétuellement noyées par les débordements successifs qui minent peu à peu la solidité de l'ouvrage. C'est ainsi qu'un affaissement de la voûte de 40 cm a été constaté en juillet 1975 et que d'importantes fissures sont visibles sur des photographies prises par le Génie civil au cours d'une visite de routine effectuée le 3 mars 1975.

Devant le danger, l'Union fédérale des eaux CFDT a alerté les différents responsables locaux : le Maire de Carces, et sénateur-Maire de Draguignan, le Maire de Toulon. Puis Chirac, Ponia, Bonnet en leur demandant d'intervenir. Seul le troisième a répondu en transmettant l'affaire au préfet du Var. Le cercle est ainsi fermé mais malheureusement le risque demeure pour la population de subir un nouveau Fréjus.

M.CABARET

P.S.U. - Documentation

N° 86 /87 /88 Le chômage sous produit du capitalisme F. 6.00
N° 89 /90 /91 Militer contre le militarisme fascicule 1 F. 6.00
N° 92 /93 Une section du P.S.U. à PARIS F. 4.00
N° 94 /95 Militer contre le militarisme fascicule 2 F. 400

Numéros disponibles :
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
N° 26 Rosa Luxembourg 1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00
N° 42. 43. 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
N° 51 Le recrutement 1.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00
N° 56.57 Sionisme et libération 4.00
N° 67.68.69 Capitalisme et consommation 4.00
N° 70.71.72 Coopération du néo-colonialisme 4.00
N° 75.76.77 Le PSU Dossier d'Accueil 4.00
N° 78.79 Sur la Question agraire 3.00
N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte 6.00
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau 2.00
Abonnement : 20 N° F 30.00

A adresser à :
Editions Syros
9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P.19 706 28 Paris

Boussac : une histoire de gros sous

L'empire Boussac bat de l'aile. Dans ce groupe (le quatrième en France après Rhône-Poulenc, Agache-Willot et DMC), 1 000 licenciements ont été annoncés le 1er septembre. Ce sont les usines Desgenetais Frères qui sont les premières touchées : Bolbec , Caudebec et Lillebonne (980 salariés).

Argument de la direction : ces usines, les plus anciennes du groupe (filature, tissage et manutention), fabriquent les articles les meilleurs marchés particulièrement soumis à la concurrence des importations (15 à 20 % de la production globale du groupe mais seulement 10 % du chiffre d'affaire).

On voit donc qu'une fois de plus les travailleurs sont appelés à faire les frais du plan de restructuration de l'industrie textile française.

Démantèlement en cours

En effet cette première vague risque d'être suivie d'autres. Au total 2 500 licenciements sont prévus. La deuxième vague toucherait les établissements Rousseau à Arras et Jalla dans la Loire. A terme, c'est tout le groupe qui risque d'être démantelé. Les 6 000 salariés des usines des Vosges chômeront un mois et ne reprendront, le 6 octobre, que sur la base de 24 heures par semaine.

Ces décisions ne font que confirmer la réalité du déclin de celui qu'on a appelé le « roi du coton » qui fit fortune en 14-18 en fournissant l'armée française, puis l'armée allemande en 40-45. Depuis 1951, le groupe Boussac par diverses fermetures a mis à la porte 5 000 salariés.

Cet empire a pourtant de beaux restes : dans la distribution (A la toile d'avion, Christian Dior), dans l'immobilier (Soparfinco, Mirandia, etc.), dans la presse avec *« l'Aurore, Paris-Turf, Sport-Complet*. On comprend donc que des vautours s'intéressent aux ruines. Le patrimoine immobilier de Boussac, pas encore évalué, intéresserait beaucoup de monde...

Les rachats juteux

A la fin de l'année 1974, l'annonce des difficultés de gestion chez Boussac fit frémir tous les experts des rachats juteux. Un plan de restructuration patroné par d'Ornano fut proposé en mars dernier. L'inconvénient, c'est qu'il avait pour auteur Alain Sarre, PDG des Lainières de Roubaix, une des unités du groupe Prouvost, vieil ennemi de Boussac. Il fut repoussé et Jean-Claude Boussac, neveu du vieux patron, reprit les affaires en main. Le plan Sarre prévoyait 2 000 licenciements. Le plan Jean-Claude Boussac en prévoit 2 500. Pour les travailleurs les règlements de compte entre les grands du textile aboutissent finalement au même résultat.

Le ministère de l'Industrie qui, via les banques, encouragerait une solution de fusion Boussac-Prouvost reste aujourd'hui silencieux. Dans les Vosges, Poncelet, secrétaire d'Etat au budget, rassure ses électeurs et promet de s'occuper de l'affaire. Mais chacun sait que c'est la loi du profit qui dirige les affaires.

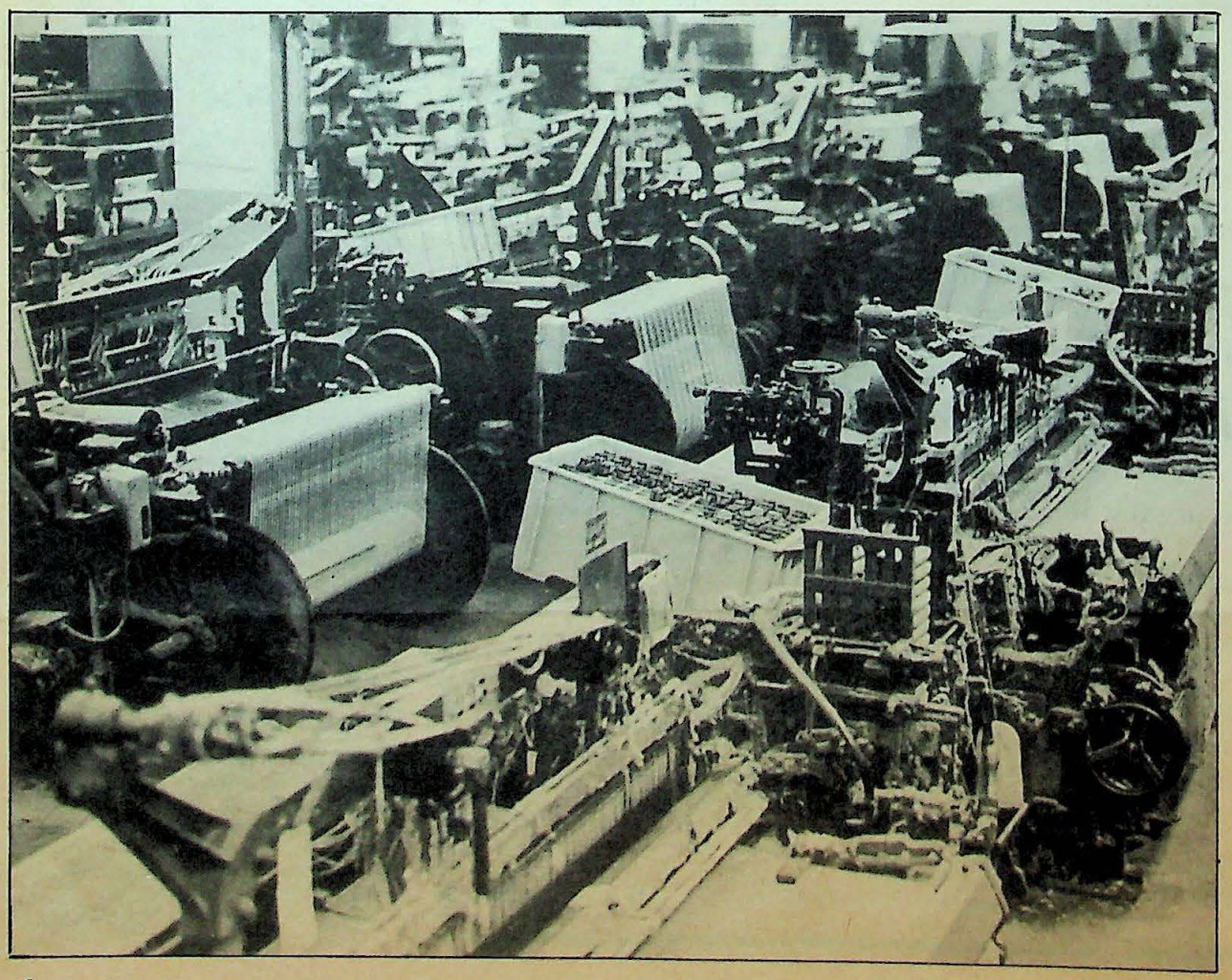
Les stocks du groupe Boussac se sont accumulés et sont chiffrés actuellement à 480 millions de francs. Sur un chiffre d'affaires de 600 millions, les emprunts bancaires à court terme sont de 180 millions. Ces deux chiffres résument bien la logique du système : vendre. A qui Boussac sera-t-il vendu ? Les acheteurs français et étrangers ne manquent pas. Dans ces sombres opérations révélées pendant les vacances, les travailleurs n'ont eu aucun mot à dire.

Une glorieuse référence ?

A Bolbec et en Normandie, ils ont pris la parole dans la rue toute la semaine dernière. Ils veulent s'opposer à la fermeture. En Seine-Maritime, il y a 38 000 chômeurs. On se doute bien donc que le reclassement ne sera pas aisé. Dans toute l'industrie textile, l'exportation du travail le moins rémunérateur vers les pays où l'exploitation de la main-d'œuvre est plus facile, devient règle générale. Exiger le maintien des emplois sur place, et des solutions immédiates pour cela, est le premier objectif à Bolbec. La réduction du temps de travail, la fin des cadences infernales et du salaire au rendement et la retraite à 60 ans lui sont intimement liés.

La défense de l'emploi suppose un rapport de forces considérable. C'est au niveau de toute la branche que le patronat du textile passe à l'attaque. C'est en développant le maximum de liens entre eux que les ouvriers et ouvrières de Boussac pourront répondre. On évoquait dans la presse alsacienne un *« super-LIP du textile»*. Il y a des stocks importants, une mauvaise gestion. Le parallèle commence là. Mais nous ne sommes plus en août 1973. La riposte ouvrière, forte des leçons d'Everwear, Annonay, Bailleul, Cerisay sera-t-elle suffisante avant qu'une solution venue des conseils d'administration des banques ne décide à leur place. Tel est l'enjeu. Le mot d'ordre de contrôle ouvrier s'applique partout. Il reste à le mettre en pratique à Bolbec comme dans tout le textile. LIP ne doit plus seulement être une glorieuse référence.

Yves SPARFEL ■



Chômage technique chez Rhône-Poulenc

Le trust Rhône-Poulenc a annoncé pour le 22 septembre prochain une réduction des horaires de la totalité des 90 000 salariés de 40 à 36 heures. Cette mesure, et c'est rare, toucherait aussi les ingénieurs et cadres.

Aucune compensation de salaire n'est prévue. Cette décision s'ajoute à la dégradation de la situation organisée dans certains établissements en vue de leur fermeture rapide (notamment à Vaise).

Une réunion de tous les syndicats CFDT du trust a eu lieu le 4 septembre. Ils exigent une réunion immédiate du CCE de Rhône-Poulenc Textile et appellent les travailleurs à se mobiliser pour le maintien de l'emploi et la réduction du temps de travail sans perte de salaire. Il faut arrêter la démolition.

Chèques postaux

L'emploi au féminin

Un an après la grande grève des PTT la lutte continue aux Chèques postaux. Les centres de Chèques postaux — dont le personnel est presque exclusivement féminin — vivent chacun à leur tour les grands chamboulements de la mise en gestion électronique qui se traduit dans chaque centre par une réduction des effectifs de moitié environ.

Aujourd'hui c'est le cas de Paris pour qui 6 000 suppressions d'emplois de titulaires femmes sont prévues. Lyon suit de près. Ces suppressions d'emplois interviennent à un moment où, déjà, 10 000 femmes (qui s'étaient mises en disponibilité pour convenance personnelle) attendent leur réintégration aux PTT. Le sort des auxiliaires est encore plus angoissant ; on ignore encore le nombre de licenciements prévu par l'administration notamment pour Marseille et Paris.

Réduire les horaires, mais pas n'importe comment

L'emploi au féminin est donc largement menacé aux Chèques. Aussi, outre le « non aux licenciements », la revendication prioritaire des travailleurs aujourd'hui est la réduction du temps de travail par le samedi libre. Les salariées des CCP qui bossent actuellement un samedi matin sur deux verraient ainsi la durée moyenne de leur travail passer de 38 h à 35 h en province et de 37 à 34 à Paris.

Dans le cadre du préavis de grève nationale des 7 et 14 juin, le ministre Achille Fould a concédé une heure de réduction hebdomadaire se traduisant par un samedi de travail pour deux de repos. Mesurant la combativité des employées il prenait les devants ! Loin de se satisfaire de cette mesure les employées ont participé massivement à des grèves les samedi 7 et 14 juin, 14 et 21 à Paris, continuant ainsi l'action demarrée à Lille en mai.

En juillet et aout, la pression ne se relâchait pas. Pas de trève d'été pour la lutte des femmes des Chèques. Seule la CGT-Paris refusait une action « minoritaire » en août. Mais qui donc a fait qu'elle soit minoritaire à Paris ? C'est bien la CGT qui refusant l'action unitaire avec la CFDT divisait les travailleuses (ne parlons pas de FO qui ne revendique pas la réduction du temps de travail).

Certes l'action syndicale interprofessionnelle centrale est importante mais, dans la période que nous connaissons, ce ne sont pas des délégations à l'Assemblée nationale qui vont modifier le rapport de forces pour briser le plan d'austérité du gouvernement. Les femmes des Chèques veulent leur samedi et elles le prennent : c'est ainsi que nombre d'entre elles vivent leur grève le samedi. C'est une façon aussi de remettre en cause l'autorité absolue de l'administration. Cette action est d'autant plus méritoire que l'administration met à profit la restructuration des centres de chèques pour accentuer le cloisonnement entre services, l'isolement de chaque employée (disparition totale du travail en groupe, chaque travailleuse devant répondre seule de son rendement), l'utilisation de techniques nouvelles pour le mouchardage et enfin le renforcement de la discipline (minutage des pauses, chasse aux militants, contrôle strict des horaires, fichettes d'intimidation pour retard ou « faute » de service).

Ainsi les symptômes de l'Etat fort ne se notent pas seulement dans les actions de force , l'évacuation d'usines par la police ou les affrontements de rues, mais bien aussi dans la vie quotidienne des entreprises et des administrations.

Anne CANTOU ■

librairie éditions Syros

Commande et Règlement à :
EDITIONS SYROS,
9. Rue Borromee. 75015 PARIS

L'ETAT PATRON ..... 40,00 F
Philippe Brachet
LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE 30,00 F
Yvan Craipeau
SERVITUDE ET GRANDEUR DU P.S.U..... 30,00 F
Edouard Depreux
L'ENFER DES POMPIERS 24,00 F
J.J. Lubrina (journal d'un pompier de Paris)
AUTOGESTION ET REVOLUTION SOCIALISTE 8,00 F
Colloque autogestion janvier 1973
CHILI 1970-1973 : UN PEUPLE EN LUTTE 10,00 F
Collectif Chili
CHILI : LES DOCUMENTS DU COMPLOT I.T.T. 10,00 F
Jack Anderson
LE « MAI » DES BANQUES
Militants C.F.D.T. 10,00 F
IXème CONGRES DU P.S.U.
Amiens décembre 74 12,00 F
NAISSANCE D'UNE FEDERATION NORD ..... 27,00 F
B. Grelle 1955-1963

PSU

N°94/95
Juillet
1975
Prix: 4F

Documentation

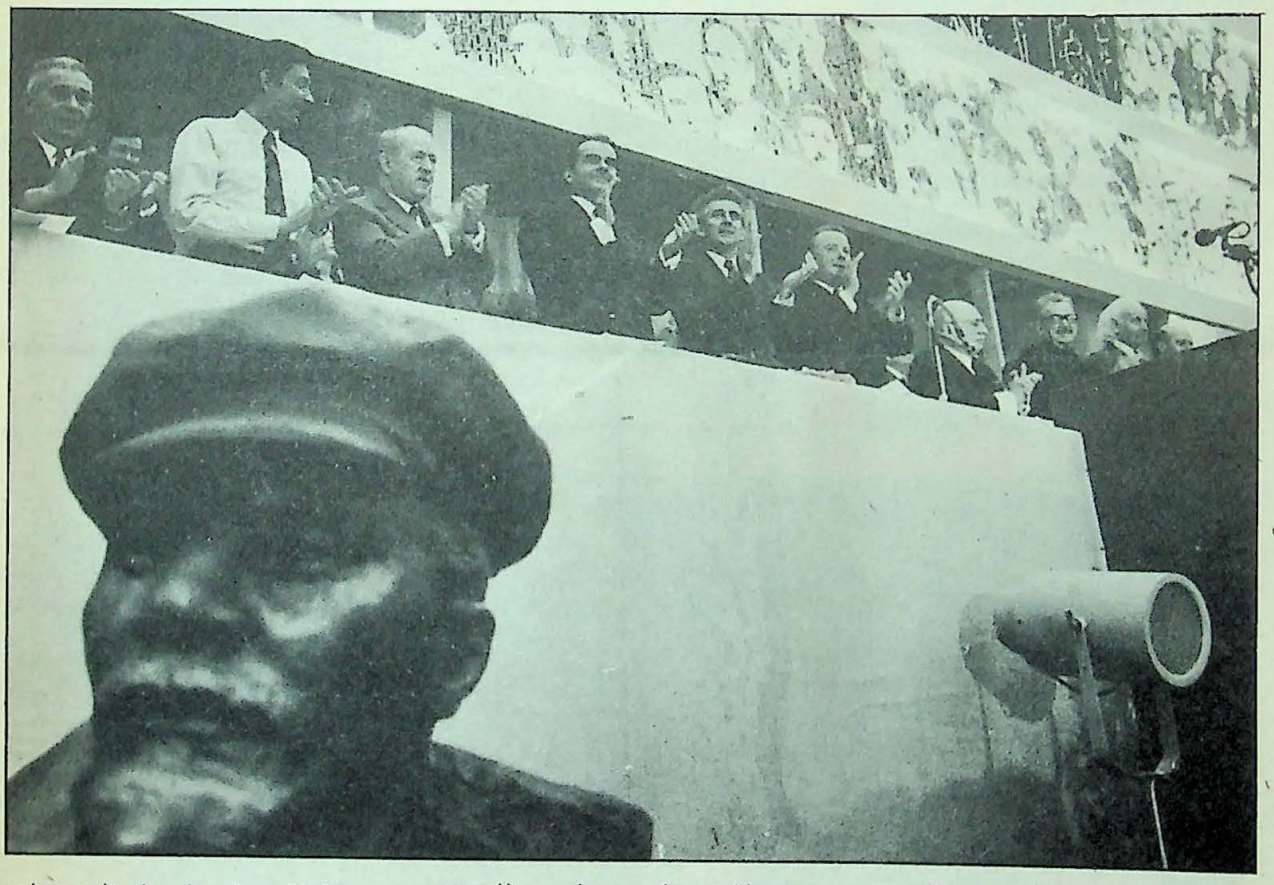
Edité par le Service formation du P.S.U

militer contre le militarisme

Mouvement communiste

Nous ne possédons pas tous les éléments de ce débat ; toutefois les positions de base sont suffisamment claires et explicites pour qu'une esquisse des stratégies communistes soit possible. En fait on devrait parler d'un véritable dégradé : Cunhal n'est pas Marchais bien qu'il y ait beaucoup de Cunhal dans Marchais ; Carillo est à l'autre bout de la chaîne avec Berlinguer dans la recherche du « compromis historique » mais Marchais fait condamner Zarodov...

Alors où en sommes-nous ? Au polycentrisme que l'on avait si brutalement refusé à Togliatti ? A l'évidence, oui, mais dans les faits, sous la contrainte des contradictions ; et non comme conception cohérente telle que la développait le leader italien. C'est le polycentrisme des incertitudes stratégiques et des conflits d'intérêts qui s'est aujourd'hui imposé dans le mouvement communiste international.



La trame du système

Un débat pouvait effectivement s'ouvrir à partir de l'article de Lénine. Le mérite de la stratégie bolchevik était d'avoir compris en 1905, et encore plus en 1917, que la révolution devait s'accomplir par étapes. Etape « démocratique » en une première phase, c'est-à-dire d'achèvement de la révolution démocratique bourgeoise ; étape socialiste dans le deuxième temps. L'originalité consiste alors en ce que la direction du processus, dans ses deux phases, est assurée par les forces populaires montantes.

Gouvernement « ouvrier-paysan » dira Lénine en 1905, sous la direction du prolétariat prophétisera Trotsky ; on sait que 1917 tranchera en faveur de cette dernière thèse que Lénine reprendra d'ailleurs à son compte. Mais aujourd'hui la révolution peut-elle s'accomplir par étapes ? Dans les pays occidentaux la révolution démocratique est depuis belle lurette totalement achevée. Que peut être alors le trait distinctif de cette première phase de « démocratie avancée » ? « **Isoler les monopoles** » nous répond le PCF qui ajoute que cette lutte « **ouvrira la voie au socialisme** » et qu'il ne faut pas « **brûler** » les étapes (Chambaz). Tel est le sens du mot d'ordre « **rien que le Programme commun, tout le Programme commun** ». Mais justement, peut-on isoler les monopoles ? Ceux-ci sont-ils comme une excroissance séparable du tissu capitaliste par l'action de l'union du peuple de France ? Ne peut-on au contraire inverser la question et poser que le capital monopoliste forme aujourd'hui la trame-même du système et que toute stratégie ne peut donc être que directement anticapitaliste ? Ce qui ne signifie pas la révolution d'un seul coup, comme pourraient le croire quelques naïfs, mais qui circonscrit nettement la nature de l'enjeu et des objectifs de la lutte populaire.

Un conflit significatif

Ajoutons ici que notre démarche n'est pas de type « gauchiste » ou incantatoire. Nous ne cédons pas à la « phrase » en disant que l'objectif est anticapitaliste ; nous sommes tout simplement réalistes. Car rien dans l'analyse, tant sur les plans économiques que sociaux et politiques, ne peut sérieusement venir à l'appui de la thèse antimonopoliste. Au-delà des conflits d'influence, et des aléas de la conjoncture, ici se trouve sans doute le cœur des actuelles difficultés de l'union des gauches.

Mais le débat ouvert entre Chambaz et Zarodov au sujet de l'article de Lénine n'est pas précisément celui-ci. Pourtant le conflit n'en est pas moins hautement significatif.

Pourquoi ?

Disons qu'en gros Zarodov voudrait resserrer le mouvement autour du centre, d'où le rappel brutal des thèses « historiques ». La position de Chambaz, elle, est plus incon-

Ainsi le parti frère soviéti vement, sacrifierait à la « tégie. Telle est du moins l vert idéologique que l'Hu compliment sera hautem que l'auteur incriminé, K. du Comité central du PCU J. Chambaz, est membr toujours en ces sortes d' l'analyse d'un texte sacr nine « deux tactiques de l lution démocratique ». **Ma que la petite partie visibl des « archivistes » on tro la conférence européenn**

fortable : donner toutes les garanties de bon vouloir démocratique afin de rester un parti de gouvernement tant soit peu crédible tout en maintenant les thèmes qui ont fait l'originalité de l'apport communiste.

A l'époque triomphante du frontisme (1936, Libération), les deux bouts de la chaîne pouvaient sans trop d'effort de renouvellement être tenus d'une même main. Aujourd'hui la fin de l'expérience chilienne, le déroulement de la crise portugaise et les résultats électoraux comparés du PCI et du PCF posent comme un énorme point d'interrogation.

Quelle stratégie adopter ?

Tentons une systématisation rapide de l'état présent des vues des PC européens (en laissant de côté la Chine, sans parler du Vietnam, de la Corée et du Japon, qui seraient indispensables pour donner toutes les nuances de la palette).

La politique du PCI et du PCE n'est pas celle du PCF ou du PCP en plus souple, ou en plus démocratique ; elle est différente.

Le PCF et le PCP s'appuient en fait sur un programme de capitalisme d'Etat assorti de formules de cogestion (1).

Au Portugal cette formule n'a aucune chance de l'emporter par la voie électorale. D'où la tactique du PCP visant, non à imposer une démocratie populaire (il n'en a pas les moyens), mais à se placer au mieux dans le sillage d'une possible dictature militaire de gauche. Comme l'on sait, l'affaire a totalement échoué sous les coups conju-

Une, deux, trois... tactiques

**l'ancien « centre » du mou-
le rétro » en matière de stra-
nclusion d'une volée de bois
té administre à la** Pravda. **Le
apprécié à Moscou d'autant
odov, est membre suppléant
que le porte-parole du PCF,
Bureau politique. Comme
ires, le prétexte avancé est
l'occurence l'article de Lé-**
cial-démocratie dans la révo-
**ette querelle publique n'est
e l'iceberg. Derrière la joute
l'impossibilité de convoquer
es partis communistes.**

gués de la droite conservatrice, voire fascisante et de la social-démocratie.

La voie française

En France la voie est presque certainement électorale ; d'où le Programme commun... et le conflit avec Zarodov !

Car la politique du Programme commun est basée sur quelques contradictions qui ne sont pas souvent relevées par les « observateurs politiques ».

— La première est proprement française et tient d'abord au fait que le PCF ne croit plus actuellement à une crise de régime imminente et à une montée rapide de la gauche unie au pouvoir (il a probablement raison dans le contexte actuel). Mais au-delà de cette appréciation de conjoncture, un fait essentiel doit être isolé, qui tient à la nature du système politique français. L'unité PC-PS dans le cadre du système d'assemblée profitait plus ou moins également aux deux partis (par exemple le Front populaire). Avec le système de type présidentiel, l'avantage va entièrement au parti crédible dans la course à l'Elysée, y compris dans ses retombées au plan des élections législatives (voire les partielles après mai 1974). Le PCF ne pouvait rester plus longtemps enfermé dans ce terrible piège.

— La seconde donnée est plus générale par sa signification et sa portée. En Europe occidentale les partis sociaux-démocrates n'ont pas le choix. Les politiques frontistes type Programme commun, une fois parvenues au pouvoir, ne sont pas applicables. La crise les rend d'ailleurs encore moins réalistes. Le Programme commun peut être utile à un parti social-démocrate pour une cure d'opposition et à des fins électorales. La direction de pays intégrés au Marché commun et étroitement liés aux Etats-Unis appelle des formules moins traumatisantes. C'est ce qu'a bien compris le PCI avec son « compromis historique » ; la généralisation des mécanismes du capitalisme d'Etat avec ses nationalisations et ses contraintes étatiques n'est pas une réforme aujourd'hui acceptable par une bourgeoisie inquiète des déséquilibres mondiaux. Toutes les social-démocraties au pouvoir en Europe gouvernent selon les axes et les contenus du « centre gauche » (politique des revenus ; par exemple le contrat social de Wilson). C'est bien aussi l'exigence qui s'est présentée à Soarès, d'où sa lutte déterminée pour briser et le processus révolutionnaire et les espoirs de dictature militaire pouvant conduire à un capitalisme d'Etat.

Il est évident que l'URSS en tant qu'Etat n'a pas grand intérêt au succès de ces expériences de centre gauche qui sont en général tournées vers l'atlantisme. Elle préfère, et de loin, traiter avec les représentants directs des bourgeoisies qui, à l'instar du gaullisme, peuvent mener des politiques plus indépendantes (d'où aussi le soutien ouvert à Giscard dans la campagne présidentielle... bien que la manœuvre n'ait semble-t-il pas produit tous les résultats escomptés).

C'est l'inadaptation des contenus des anciennes stratégies frontistes qui a conduit les partis communistes espagnol et italien à leur politique d'ouverture. Celles-ci constituent un infléchissement vers les axes programmatiques du centre gauche et sont en ce sens plus réalistes. Mais ce « transformisme », bien qu'encore non expérimenté au plan gouvernemental, contient à l'évidence tous les éléments susceptibles de déboucher sur une nouvelle version de la collaboration des classes.

On ne saurait cependant réduire l'évolution de ces partis à un simple infléchissement à droite. Cet aspect ne doit en effet pas masquer la longue recherche de partis communistes qui, en rupture avec le stalinisme, tentent de renouer avec la tradition anti-autoritaire du mouvement ouvrier.

C'est précisément de ce point de vue que le PSU, même s'il se situe sur d'autres orientations, est aujourd'hui directement concerné par cette recherche. Celle-ci ne manquera pas d'ailleurs d'avoir des répercussions sur l'ensemble du mouvement ouvrier français, notamment dans le PCF, ne serait-ce qu'à cause du succès électoral italien. Le PCI est aujourd'hui en passe de débloquer une situation politique qui apparaissait comme particulièrement fermée ; ceci mérite réflexion, même pour les militants révolutionnaires qui bien évidemment ne partagent pas nombre de ses analyses.

Plus largement le débat qui aujourd'hui divise le mouvement communiste est aussi le nôtre. Nous l'abordons à partir des orientations de l'autogestion socialiste ; c'est dire que nous ne nous situons sur aucune des stratégies ici esquissées. Mais nous voulons être positifs et sans sectarisme, et donc prêts à toutes les confrontations.

Nous sommes aussi pour l'action commune sans laquelle le débat ne serait que polémique. C'est l'orientation constante depuis Amiens de notre parti. Au-delà des divergences stratégiques, et nous l'avons prouvé nettement face à la vague anticommuniste déclenchée au Portugal, le PSU sait toujours distinguer où est l'adversaire.

S. DEPAQUIT ■

(1) Qui pourrait d'ailleurs en certaines circonstances constituer la première phase d'un despotisme social bureaucratique (l'URSS ne me semblant pas relever d'un capitalisme d'Etat).

Armée et Bretagne

La chair bretonne

Chair à canon privilégiée de l'impérialisme français sur les différents points du globe, la chair bretonne a trouvé tout naturellement à s'utiliser dans l'armée française, élément quasi-quotidien de son cadre de vie.

Si, aujourd'hui, nous regardons la carte de France du chômage officiel, ce n'est sans doute pas par hasard qu'au tout premier rang nous y trouvons la région de programme « Bretagne » et l'Occitanie (cf *l'Expansion* nº 85, mai 1975).

Armée et emploi sont deux éléments majeurs de cette balance socio-économique de la Bretagne, toujours en déséquilibre. Quand il ne reste plus aux Bretons et aux Bretonnes que *l'exode* (« Nous, jusqu'à présent, nous avions la Bretagne qui suffisait à nous fournir en putes et en bonnes. Mais voilà-t-il pas que même les bretonnes ne veulent plus être bonnes ? » (1), le *tourisme*, activité parasitaire et spoliatrice de plus en plus

aux mains des marchands de loisirs, ou le *chômage*, l'armée n'apparaît-elle pas alors comme la solution idéale pour fixer cette population en quête d'emploi ? Mais qu'est-ce que l'armée en Bretagne ?

Stérilité et servitude

Elle « gèle » des zones entières de terres et d'eaux, outils de travail majeurs des travailleurs paysans et pêcheurs, empêchant ainsi certains d'entre eux de poursuivre leur métier. Depuis l'implantation de la base de sous-marins atomiques à Brest, certaines portions du littoral ont été interdites à la pêche ou à la culture des coquillages.

Elle fait fuir les activités industrielles. Qui voudrait installer une usine près d'une base atomique ou d'une centrale nucléaire ? A Brest la présence des sous-marins nucléaires est un frein important à la création d'un port en eau profonde.

Elle empêche la poursuite de certaines activités locales (multiplication des convois et des exercices de tir). Ainsi à Plouhinec, en Morbihan, sont placés sous servitude de tir des terrains agricoles de grande valeur à vocation légumière (carottes, oignons, poireaux), qui ont été classés comme « terres irremplaçables » dans le schéma directeur d'aménagement de d'urbanisme (SDAU) de la région de Lorient.

Ailleurs, les troupes en manœuvre saccagent. L'un des parachutistes largué au cours de récentes manœuvres sur des « Nord-Atlas » de l'Aéro-Navale reste accroché sur le toit d'une ferme, tandis que des containers d'un poids de 800 kilos sont tombés sur le hangar des agriculteurs, occasionnant des dégâts à la toiture, ainsi que dans la cour de la ferme autour des machines agricoles !

Le couple militaro-industriel

Regardons donc de plus près la soi-disant vocation électronique de la Bretagne, en fait pour partie industrie sous-traitante de l'activité militaire (Thomson-CSF à Brest..). Dans les arsenaux et les poudreries, la classe ouvrière et les personnels civils sont sous autorité militaire, d'où de multiples entraves à l'action syndicale et revendicative. Le personnel d'ancadrement est essentiellement militaire au niveau le plus élevé.

Quand une grosse affaire veut s'implanter à Brest, il lui faut l'aval des autorités maritimes, qui craignent un relèvement général des salaires sur la région, alors que la marine est de loin le plus gros employeur. (C'est ainsi que Citroën est allé s'installer à Rennes au lieu de Brest, entre autres raisons).

L' armée coloniale

Toutes les manifestations de l'armée font que la région dépend encore plus de centres de décisions étrangers : Paris télécommande (activités militaires et civiles). A la centralisation des grilles de salaires et des rémunérations (même s'il y a toujours décalage avec Paris), correspond la centralisation des revendications (les syndicats « montent » à Paris), ce qui fait que la classe ouvrière de ces arsenaux français n'a que difficilement participé à des manifestations de solidarité régionale jusqu'à ces dernières années.

A Ty Vougeret (Finistère), elle s'installe sur une zone industrielle avec la bénédiction préfectorale et celle de la municipalité de Châteaulin, contre l'avis des municipalités de Cast, Dineault, Tregarvan, Saint Coulitz. Comme le disait si joliment le préfet le 24 septembre 1974 à l'occasion du concours agricole de Châteaulin et Pleyben : *« Cela permettra aux filles de la région de se marier plus facilement ! »*.

Pour nombre de bretons, s'engager devient une voie naturelle, quasi-obligatoire, dès le BEPC, après le CET et les CAP . Par ailleurs, le rôle des « jeunes retraités » de l'armée est sensible dans les entreprises bretonnes : au bout de 15-20-25 ans de service, nombreux sont les militaires qui passent dans le civil. Souvent petits chefs, ils n'acceptent pas du tout la critique et les revendications. Ils sont peu exigeants pour ce deuxième salaire.

L'armée est de loin le plus gros employeur de personnels militaires et civils en Bretagne et joue un rôle de matelas important face aux aléas de la conjoncture économique et sociale, dans une région sous-industrialisée (sauf en Basse-Loire). Elle sert en fait à masquer les déficiences structurelles de l'économie bretonne en l'asservissant encore plus à Paris et en habituant sa population à la considérer comme faisant partie des meubles, du cadre.

Tous les travailleurs bretons, ouvriers et paysans, sont concernés par cette situation coloniale typique : il n'y a pas qu'à Djibouti que l'armée capitaliste occupe !

Ce dossier nous a été communiqué par le Groupe Information Bretagne Librairie 71, 29 rue Jean-Jaurès, Nantes

(1) Jean Cau, *France Observateur*, 1963.

Fontevraud :

bientôt le désert

Même s'il faut contester la façon dont a été organisée une manifestation où les paysans étaient absents (cf. Libération du 8 septembre), le rassemblement de Fontevraud des 6 et 7 septembre a donné lieu à une importante manifestation groupant 5 000 personnes sur les terres d'un des six expropriés, les « **six irréductibles du comité de défense** » comme on les appelle là-bas. Les paysans — qui subissent tous les jours les incursions, les brimades et les dégâts de l'armée sur les terres de cultures, et même dans les bâtiments d'exploitations — sont décidés à lutter contre l'extension du camp par tous les moyens ; ils ont fait appel aux comités Larzac, aux Paysans-travailleurs et à toutes les organisations ouvrières venues les soutenir. Ils ont affirmé non seulement leur détermination pour mener leur propre lutte, mais aussi leur solidarité totale aux ouvriers de la firme Blanchaud, dont l'usine toute proche menace de fermer et licencie. Ils ont appelé les paysans des villages voisins, menacés par les implantations nucléaires à s'opposer comme eux à l'expropriation : tout le vignoble saumurois — et en particulier le Champigny — va en effet disparaître dans cette affaire, pour faire place à la désertification de toute une région où les productions sont variées et le climat doux.

Charles Piaget, empêché de venir, exprimait dans un message collectif des LIP la même démarche :

« Cette armee au service du capital, cette armée briseuse de grèves — rappelons-nous les éboueurs, rappelons-nous les aiguilleurs du ciels — cette armée qui tue et estropie notre jeunesse doit être combattue, car elle ne s'arrête pas là. Le Larzac ne lui suffit pas, le Canjuers non plus. Maintenant c'est Fontevraud ; demain qui sera touché ? Nous gardons en notre mémoire la Grèce et le Chili ! Dans notre région, à 90 kms de Besançon, des missiles Pluton à ogives nucléaires sont installés en pleine zone urbaine menaçant directement la population.

« Un appelé du 19e génie a été sauvagement frappé par un gradé et bien d'autres cas pourraient être cités. L'armée, le plus gros propriétaire terrien, chasse en permanence les paysans de leur terre comme les patrons licencient les ouvriers, comme les flics occupent les usines en lutte. On retrouve là une similitude de problèmes qui se posent aussi bien aux paysans qu'aux travailleurs des entreprises.

« Seule la lutte commune ouvriers-paysans parviendra à mettre fin à cette agression et permettra un autre type de société. Cette lutte commune doit aussi associer tous les opprimés que sont les travailleurs immigrés, les étudiants, les jeunes appelés, les auxiliaires de l'enseignement, etc.

Maguy GUILLEN ■

Le pont et la rose

ou comment les élus du PS appellent à combattre le péage...
...qu'ils ont approuvé sous l'étiquette SFIO

Depuis longtemps il était question de construire sur l'estuaire de la Loire un pont comparable à celui de Tancarville. Il y a cinq ans, les Chambres de commerce de Nantes, St-Nazaire et la Roche-sur-Yon et à leur suite le conseil municipal SFIO de St-Nazaire et le conseil général réactionnaire de Loire-Atlantique ont décidé de passer à l'acte malgré le refus du gouvernement de participer au financement.

Compte tenu de l'importance de l'ouvrage — un pont fixe de plus de 3 km permettant le passage de très gros navires à marée haute — l'opération impliquait une très forte ponction sur les finances locales et une importante participation de capitaux privés avec péage à la clé. Les conseillers généraux et municipaux ont accepté cette perspective au nom d'obscures considérations des priorités et du prestige, et ceux de la SFIO n'ont pas été les derniers à intervenir auprès des pouvoirs publics pour que, par dérogation, les intérêts privés aient la majorité absolue (52 %) dans la Société d'économie mixte chargée de mener à bien les travaux et la gestion de l'affaire.

Ils n'ont pas hésité non plus à voter le principe d'un péage nettement plus élevé que le tarif du bac qui fait actuellement la navette entre St-Nazaire et St-Brevin et l'augmentation artificielle de ce tarif pour atténuer le choc au moment de la mise en service du pont. Enfin, ces socialistes intransigeants ne se sont pas gênés pour admettre le principe d'impôts supplémentaires pour compenser un possible déficit d'exploitation de la société gestionnaire : vous ne voudriez tout de même pas que la SGE, la CFEM, le CIO ou la Shell perdent de l'argent, non ?

Service public ou rackett ?

Les tarifs du péage ont été publiés à la fin juin : au lieu d'être un progrès, le pont va alourdir les frais de passage pour les utilisateurs réguliers ou occasionnels. Le jeune qui venait chaque jour au lycée ou au CET à vélo par le bac payait 0,25 F ; le salarié abonné payait, paye encore 0,40 F. Il leur en coûtera 1 F pour chaque passage du pont à vélo (en plus des km supplémentaires). Une automobile de moins de 6 CV immatriculée 44 paiera 18 F au lieu de 12 (mais les passagers ne paieront plus) : pour une voiture de 6 CV ou plus, ce sera 23 F au lieu de 16,30...

La note sera particulièrement salée pour les Nazairiens : sur les 260 millions de F de l'ouvrage proprement dit, ils devront en payer plus de 37 en additionnant les 12 % de la facture qui sont à la charge de la commune et la part qui revient à ses habitants dans les 29 % versés par le département. Quant aux voies d'accès, les trois communes riveraines (St-Nazaire, Trignac et Montoir-de-Bretagne) doivent en payer le tiers.

L'Etat se contente d'empocher la TVA. C'est quand même Chaban, le Premier ministre de l'époque (1), qui a posé la première pierre et il était prévu que Giscard vienne vers le 15 août couper le ruban symbolique. Hélas, trois mois de grève des ouvriers ont fâcheusement retardé l'inauguration...

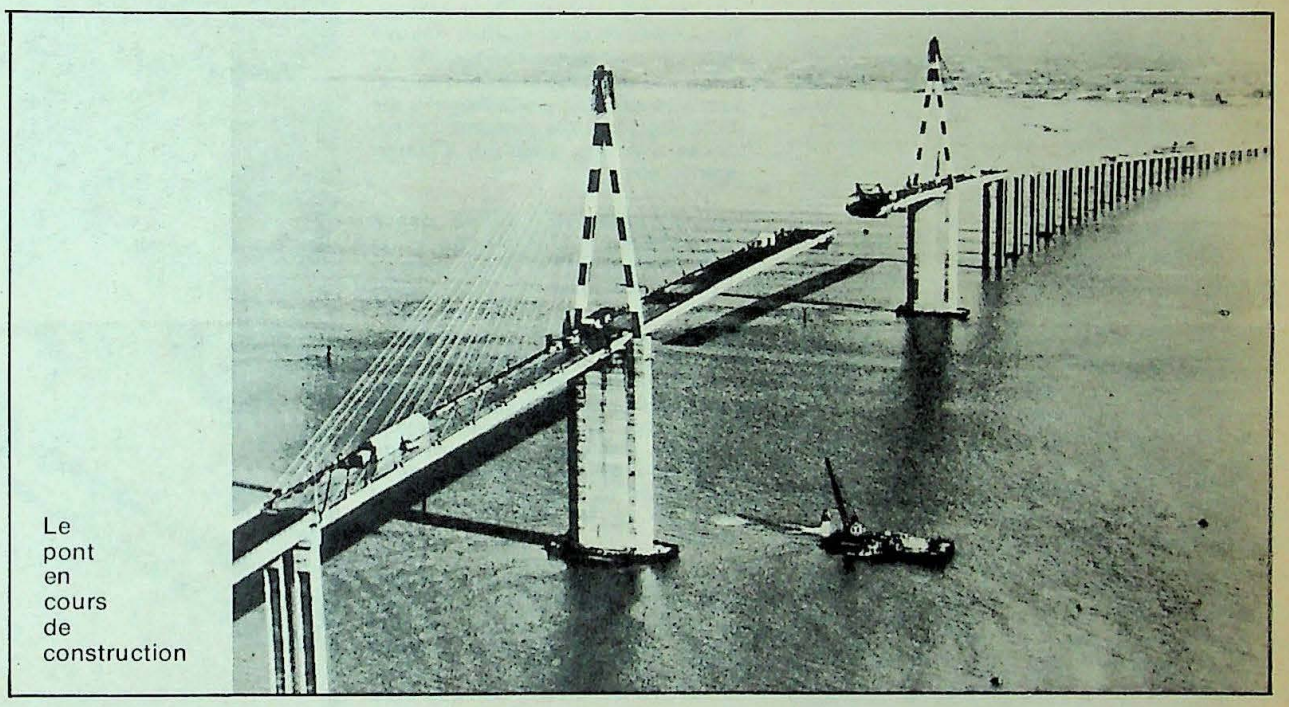
le pont ne sera pas inauguré aussi paisiblement qu'une exposition de chrysanthèmes.

Non au péage

Dès 1970, le PCF avait montré les dangers d'une Société d'économie mixte à majorité de capitaux privés. Au début de l'été, ils ont lancé une campagne d'information et de pétitions. Malheureusement, les mots d'ordre manquent sinon de cohérence, du moins de simplicité et de punch : gratuité pour les utilisateurs journaliers ou obligés de se déplacer pour formalités, tarifs préférentiels pour les usagers du département, pas d'augmentation par rapport aux tarifs du bac. Tout cela implique un péage, c'est un doigt dans l'engrenage.

PS en tant que tel: nous imaginions fort bien ses notables inaugurant l'ouvrage avec le préfet et une brochette d'hommes du régime et, d'autre part, ses jeunes militants manifestant avec l'ensemble des forces de gauche contre le péage ; leur présence était un atout de plus dans la lutte pour la gratuité et accessoirement pouvait crever l'abcès des contradictions internes du PS. Car nous avions la naïveté de penser que la nouvelle majorité de la section socialiste de St-Nazaire, issue pour une large part de la « 3ème composante », était prête à une épreuve de force avec les vieilles barbes de la SFIO sur une telle question. Nous souhaitions donc étudier avec la section du PS comme avec celle du PCF, les syndicats et l'APF les moyens de mener une campagne commune contre le péage et nous avons provoqué une rencontre des différentes organisations à ce sujet. Le PS lançait simultanément un appel dans le même sens.

Mais, pour le moment, une action commune de l'ensemble des forces de gauche est exclue : au lieu de répondre aux exigences



Le pont en cours de construction

Le pont il est champion

Pour contrecarrer la colère provoquée par le péage et l'alourdissement des impôts locaux, les promoteurs de l'opération développent une habile propagande pour rendre les Nazairiens fiers de « leur » pont : c'est le plus beau pont d'Europe avec son harmonieuse forme de S ; c'est le plus long pont de France, le plus long pont à haubans du monde ! Et pour donner de l'espoir sinon aux 4 000 chômeurs de l'agglomération, du moins à ceux qui veulent se rassurer à bon compte, on évoque le développement économique et commercial qu'il va engendrer. Après la presse locale et nationale, la TV ne va pas tarder à nous l'exalter en noir et en couleurs, en long, en large et en travers. Elle risque cependant de ne pas pouvoir passer sous silence l'opposition résolue des travailleurs nazairiens. Malgré la proximité de la Toussaint,

Depuis que l'ensemble des autres organisations (PSU, CFDT, CGT, APF et... PS) s'est prononcé pour la gratuité totale, le PCF réplique qu'il n'est pas contre cette formule, mais qu'il faut préciser clairement qui doit payer (contribuables locaux, départementaux, français ? entreprises ?) et que l'on doit également dénoncer clairement l'Etat qui a refusé de financer le projet et les élus qui se sont rabattus sur une Société d'économie mixte où de grosses entreprises font la loi et leur beurre par la même occasion. Le PCF exige une autocritique collective du PS ou un désaveu du comportement des élus socialistes au conseil municipal de St-Nazaire, au conseil général de Loire-Atlantique et au conseil d'administration de la société du pont.

A la différence de nos camarades communistes, nous étions prêts à accepter l'ambiguïté du

du PCF, de la CGT et du PSU concernant les responsabilités des élus dans la situation actuelle, le PS a apporté une déclaration des élus socialistes reprenant à leur compte la position de la section en faveur de la gratuité et s'engageant à la lire au conseil d'administration de la Société d'économie mixte.

Piètres élus qui acceptent de défendre une position contradictoire avec leur politique antérieure sans avoir le courage de faire une auto-critique ou de démissionner ! Piètre section du PS qui accepte et cautionne une telle comédie du plus pur style politicard ! Grande force socialiste autogestionnaire, tes voies sont toujours impénétrables !

Jacques CAPET ■

(1) Rappelons que le Pont d'Aquitaine à Bordeaux est gratuit, que l'Etat en a payé une part importante et qu'il y a 250 000 habitants et non 70 000 pour payer le gros du reste.

télévision

ANNE-MARIE OU QUELQUE CHOSE D'AUTRE

de Maurice Failevic

« Oui, oui, c'est décidé... »

La nouvelle loi sur le divorce est adoptée, libéralisant en partie l'ancienne procédure. Elle entrera en application le 1er janvier prochain. Est-ce à dire que les divorces seront plus faciles, moins dramatiques — surtout pour la femme — que par le passé ?

Le réalisateur de TV Maurice Failevic émet un gros doute. Son doute, il l'a traduit dans une dramatique, Anne-Marie ou quelque chose d'autre. *L'acuité qu'il met à saisir la nature profonde des rapports sociaux lui a permis de dresser le bilan d'un couple conduit à la désunion au terme d'un processus au cours duquel les deux époux se sont modifiés, l'épouse activement, le mari en réaction.*

Pourtant, comme il est écrit dans les magazines rassurants, tout avait bien commencé. René, contremaître sur un chantier, et Anne-Marie avaient fait un mariage d'amour. Deux enfants étaient nés, Sylvie et Poucette. Pour améliorer le budget, Anne-Marie trouva un emploi de secrétaire dans un grand organisme d'assurance.

Mais voilà : Anne-Marie, au contact des autres travailleurs, découvre la solidarité des employés « OS ». Peu à peu, elle se tourne vers l'action syndicale qu'elle mène avec passion et raison, limitant ses rentrées tardives afin de ne pas perturber les habitudes anciennes. Et pourtant, le « peu » se transforme en « trop », selon René. Il s'enferme dans sa conception, assuré croit-il de son bon droit, comme si cela était dans le contrat de mariage.

La situation devenant intenable, Anne-Marie fait un pas en arrière. C'est trop tard : René suspecte son épouse. Pour lui, liberté c'est un jour ou l'autre, licence. Il espionne, car il a remarqué que les collègues masculins du travail ou du syndicat lui manifestaient une considération franche et affectueuse. Et, confusément, il sentait que le meilleur d'Anne-Marie passait désormais par cette voie.

Brisée mais non vaincue, Anne-Marie s'engage dans l'association de co-locataires. On y discute ferme : les enfants de l'immeuble n'ont pas de salle de jeu... « J'ai signé la pétition », *rétorque René qui s'imagine que les choses vont ensuite d'elles-mêmes. La dispute repart. Elle débouche cette fois-ci sur la violence : Anne-Marie est jetée à terre, battue.* « Je me suis énervée, j'ai perdu un peu la tête », *déclara René lorsque, devant le juge, lassée, elle demande le divorce.*

C'est au travers de la procédure parodique de conciliation que Maurice Failevic retrace cette lente montée de l'irréparable. « Non, non, c'est décidé », *dit-elle au juge qui tente de raisonner cette* « mère de famille qui a de grandes responsabilités ». *Mais, pour René, rien n'est décidé. La volonté de « sa » femme ne peut pas compter : c'est impossible parce que c'est inimaginable. Il a raison :* « Elle n'avait pas le droit de faire ça... ». *La violence réactionnaire ira à son terme : l'assassinat.*

Beaucoup de téléspectateurs masculins protesteront. Ce René qu'on leur présentera ne peut être aucun d'entre eux. Tout au plus un accident, un malade, un malade, un « cas clinique ». Certes, des maris-jaloux-assassins, il n'y en a pas beaucoup. Mais combien sont allés ou vont jusqu'à la violence et à la menace de mort ? Un nombre important sans doute.

M. C. ■

Paris(XVIIe): Une fête pour un marché

L'Association de Défense du Marché des Batignolles, (19, rue du Dr Heulin, Paris 17e) a organisé l'autre samedi une fête populaire destinée à montrer l'attachement des habitants du quartier à leur vieux marché couvert.

Beaucoup de monde : environ 2500 personnes. Ce succès populaire renforce la position de l'association face au promoteur et aux pouvoirs publics. En effet, jusqu'à cette date, la population n'avait manifesté son opposition au projet de destruction du marché qu'en signant massivement une pétition.

L'association de défense qui a vu le jour, s'est donné pour but de lutter contre le projet de démolition du marché des Batignolles : malgré le peu d'entretien effectué par la Ville de Paris, cet ensemble demeure en effet un des lieux d'échange et d'animation du quartier. De plus la Ville de Paris veut abandonner pour soixante-dix ans un terrain public au profit d'un projet spéculatif alors que tous les habitants ressentent gravement le manque d'équipements collectifs.

L'association s'est d'abord limitée à un rôle d'information de la population. Le permis de construire déposé étant un monument d'illégalité, un recours a été déposé au Tribunal administratif. Ce permis illégal a été retiré. A partir de ce moment, l'association a vu son audience s'élargir rapidement.

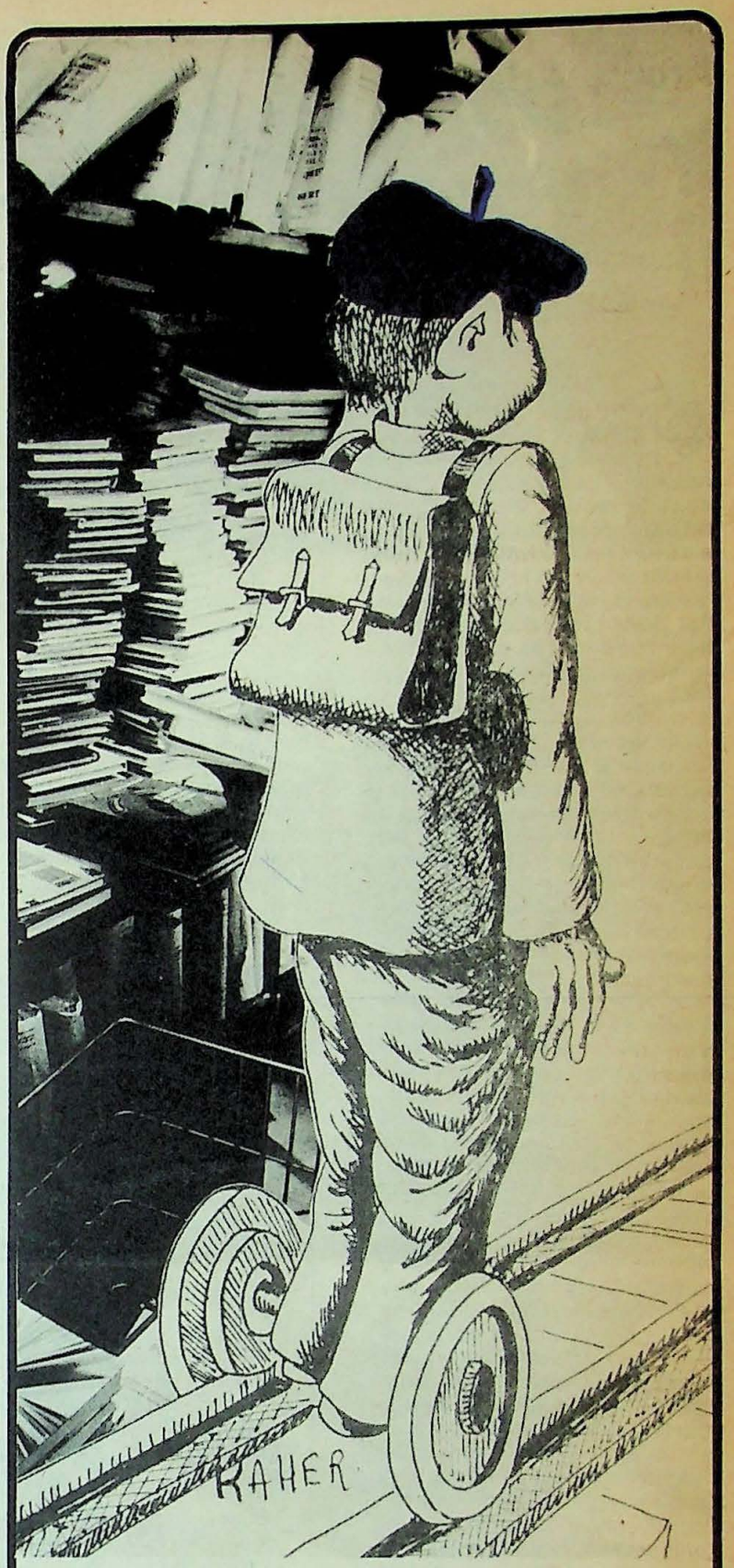
Mais l'administration ne devait pas en rester là. Profitant de la période des vacances, elle a accordé un permis de construire dans lequel les illégalités étaient remplacées par des dérogations : une magnifique preuve de la complicité qui existe entre les promoteurs et les pouvoirs publics. Dans le même temps, les députés de l'arrondissement — tous de droite — animaient une campagne de propagande pour la destruction du marché et faisaient pression sur les commerçants du marché.

L'association a déposé un recours devant le Conseil d'Etat qui risque de n'être jugé qu'en novembre. Le promoteur cherche à utiliser ce délai pour pratiquer la politique du fait accompli et ordonne aux commerçants d'évacuer les lieux. Mais de quel droit ?

La lutte se poursuit et l'association organise une grève des achats; elle demande aux habitants du quartier qui soutiennent son action de ne pas acheter chez les commerçants qui se font les complices des promoteurs en acceptant la démolition du marché (un commerçant sur deux).

Pour les militants du PSU qui travaillent au sein de cette association, il est très important que l'association conserve son autonomie de fonctionnement et son indépendance vis-à-vis des partis politiques qui la soutiennent (le PS et le PSU). Ils estiment en effet que l'association doit défendre les intérêts des usagers du marché, de la même façon qu'un syndicat défend les travailleurs dans les entreprises. L'association ne doit donc pas être la courroie de transmission de telle ou telle organisation mais au contraire le moyen d'expression de l'ensemble des travailleurs (actifs ou retraités) du quartier des Batignolles, car ces travailleurs sont tous des usagers du marché.

Correspondant ■



rentrée scolaire le 15 septembre :

les sélectionnés...

Archipel des Comores :

Ylang 74, orchidée... et les jeunes de Dzaoudzi

un reportage de Félix GERMAIN

« De par sa situation géographique, l'archipel des Comores occupe une position stratégique privilégiée dans le canal de Mozambique. Un Etat vermillon cherche à s'assurer le contrôle de la route maritime de l'Océan Indien. Il décide de s'emparer de l'archipel, plate-forme idéale pour réaliser le blocus du canal de Mozambique. Quelques incidents (détournements et sabotages de pétroliers), ont provoqué une crise internationale, entraînant la réaction des grandes puissances qui renforcent leur présence maritime dans l'Océan Indien. L'Etat azur, pour sa part, détache une force navale qui patrouille entre Djibouti, les Comores et la Réunion. Cette force comporte un élément de commando embarqué et un avion de patrouille maritime... »

Non, il ne s'agit pas du scénario d'un film de politique-fiction, mais du thème« purement imaginaire » des manœuvres militaires françaises qui eurent lieu aux Comores, en juin 1974. L'armée française aime les fleurs, à en croire le nom donné à ces manœuvres : « **Ylang 74** ». L'ylang-ylang, c'est cet arbre à parfum noueux comme un pied de vigne et haut de un à deux mètres, qui a été introduit dans l'archipel il y a un siècle, par les colons français. Son essence sert de base aux parfums faits en France, mais la concurrence des produits synthétiques l'a mis en crise. De récentes manœuvres françaises à la Réunion, dont le « thème imaginaire » était une intervention de paras contre un soulèvement, toujours « vermillon », avaient, elles, été baptisées « Orchidée »...

tempêtes sur l'océan

Comme la Méditerranée, l'Océan Indien a été de tous temps une aire de civilisation et un trait d'union entre ses riverains. Au gré des courants et des vents, les échanges n'ont cessé entre l'Est africain, les côtes arabe et persane, l'Inde et l'Indochine. Au carrefour des migrations, des invasions, les Comores étaient bien placées. Et Mayotte, l'île la plus orientale de l'archipel et la plus proche de Madagascar, constituait avec sa ceinture de corail un abri naturel de choix pour les pirates.

Dignes descendantes de ces pirates, les grandes puissances s'agitent aujourd'hui beaucoup dans la région. A mi-chemin entre une Tanzanie pratiquant un « socialisme africain » qui ne plaît pas à tout le monde, un Mozambique indépendant et révolutionnaire et Madagascar, où le nouveau chef d'Etat le capitaine Ratsiraka, vient de lancer un cours qui se veut révolutionnaire et socialiste,

Un mois après le renversement d'Ahmed Abdallah, les Comores commencent à respirer un air de liberté. Mais l'héritage colonial est lourd, les perspectives économiques sombres. Le gouvernement provisoire de Moroni, tout en poursuivant son travail de neutralisation politique des partisans de l'ancien président, a une épine dans le pied. L'épine, c'est Mayotte, où — dans une ambiance qui rappelle celle de Djibouti — la Légion étrangère est toujours là, faisant retentir sous les cocotiers des chants virils appris dans les montagnes corses...

les Comores ne pouvaient rester à l'écart des tempêtes. Admed Abdallah, auquel les derniers gouvernements français croyaient pouvoir confier la direction d'une « **indépendance dans la coopération** », avait, avant d'être renversé, déjà amorcé des contacts avec l'Afrique du Sud tout en recevant un soutien de l'Ouganda et de la Libye et après avoir demandé l'adhésion de l'archipel à la... Ligue Arabe.

En proclamant l'indépendance le 6 juillet dernier, Abdallah appliquait un scénario prévu de tous, mais risqué. L'accord qu'il avait passé deux ans auparavant avec le prédécesseur d'Olivier Stirn, Bernard Stasi, prévoyait le passage à cette indépendance après référendum. En attendant, la gendarmerie française était mise à disposition du « Président », qui est aussi et avant tout le plus gros commerçant de l'archipel. Ce référendum, le 22 décembre 1974, exprimait la volonté de l'archipel de devenir indépendant

Mais, à Mayotte, la majorité se prononçait contre l'indépendance ; pour des raisons simples. Le Mouvement populaire mahorais y a développé depuis une quinzaine d'années une agitation politique pleine de succès contre les régimes qui se sont succédés à Moroni depuis l'instauration du statut d'autonomie interne. Régimes dont la première mesure fut de déplacer le chef-lieu de l'archipel de Dzaoudzi (Mayotte) à Moroni (Grande Comore). Pour un pays sans industrie , le départ de centaines de fonctionnaires était une véritable catastrophe : pour les prostituées bien sûr mais aussi pour les petits paysans qui vendaient leurs produits aux bureaucrates de Dzaoudzi. Le mouvement spontané de révolte contre la politique ségrégationniste de Moroni, dictée par les intérêts des féodaux et commerçants de la Grande Comore et d'Anjouan, fut canalisé par des politiciens. Tel Marcel Henri, métis franco-malgache, considéré par ses ennemis comme un « **représentant des intérêts créoles** » dans l'île et un « procolonialiste ».

Au lendemain du référendum, le Mouvement mahorais prenait progressivement le contrôle de Mayotte et en expulsait les représentants du régime d'Abdallah. Lequel, après avoir proclamé « l'indépendance », avait purement et simplement accepté l'idée d'une perte de Mayotte, de la même manière qu'en 1965, le leader du parti travailliste de l'île Maurice, Ramgoolam, avait cédé — en échange d'une indépendance octroyée et de quelques millions — l'île de Diégo-Garcia aux Britanniques, qui la refilèrent aux Américains. Aujourd'hui, Diégo-Garcia est une base militaire américaine. Mayotte sera-t-elle demain une base militaire française, qui remplacerait celle, perdue de Diégo-Suarez à Madagascar ?

des « hic » pour la France

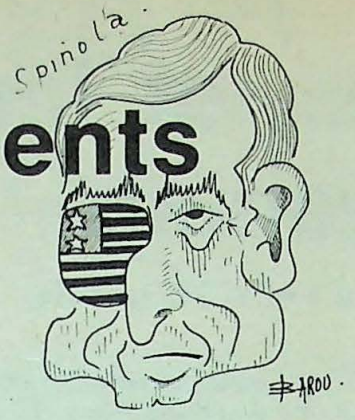
En fait, rien n'est moins sûr, et voici pourquoi. Le coup d'Etat du 3 août dernier à Moroni, ses organisateurs du Front National Uni des Comores le justifient ainsi : Abdallah ne voulait pas d'une indépendance réelle mais d'un pouvoir dictatorial à vie. Abdallah au pouvoir, la population de Mayotte ne voudrait jamais l'accepter. En renversant Abdallah, en discutant cartes sur tables avec le gouvernement français et avec le Mouvement mahorais, il était possible de préserver l'unité de l'archipel. Seulement voilà : traumatisés par quinze ans de chauvinisme grand'comorien et surtout anjouanais, les Mahorais se méfient et tiennent, du sommet à la base — j'ai entendu les mêmes arguments dans la bouche de Marcel Haenry et dans celle de petits paysans de la « brousse » — le même discours : **« Nous avons été avec la France 120 ans et avec les Comores 15 ans. Du temps de la France, on n'a pas fait grand'chose pour nous, mais on nous a fichu la paix. Du temps du régime « vert » — la couleur du parti d'Abdallah — on nous a sans cesse persécutés. Nous préférons resterFrançais pour être libres, même dans la misère. Si ça ne marche pas avec la France, tant pis, nous pouvons très bien être indépendants ».**

Ce point de vue, partagé massivement par les Mahorais, ne peut changer du jour au lendemain, et la répression ne pourrait que le renforcer. Les nouveaux dirigeants des Comores jugent donc plus sage de procéder par étapes. Et peut-être sera-t-il nécessaire que les Mahorais fassent l'expérience d'une départementalisation, qu'ils endurent ce qu'endurent les Réunionnais ou les Guyanais, pour qu'ils perdent l'envie d'être Français. Et cette expérience, ils ont commencé à la faire. Les rapports des jeunes de Dzaoudzi et de la centaine de légionnaires qui hantent ce rocher qui fait face à la Grande Terre où vivent la majorité des Mahorais, les rapports de ces jeunes avec un capitaine de gendarmerie venu de la Réunion et habitué à jouer de la trique, ces rapports se détériorent de jour en jour. Paysans insulaires, les Mahorais ne croyent qu'à ce qu'ils voient eux-mêmes. L'énergie qu'ils ont mis à lutter contre le parti « vert » pourrait un jour se retourner contre une éventuelle implantation militaire française...

F.G. ■

Portugal :

les enseignements d'une révolution



Au Portugal, entre un suivisme systématique vis-à-vis des organisations réformistes et l'attrait pour la gestuelle gauchiste qui finit par tourner le dos aux masses, la porte est étroite...

L'incertitude sur l'évolution actuelle du régime — qui paraît cependant inquiétante — et sur le rapport des forces au Portugal peut être aussi l'occasion pour nous d'une approche critique des stratégies des différentes forces du mouvement ouvrier portugais et en particulier de celle de l'extrême-gauche, elle-même peu homogène.

Cette interrogation constitue une contribution politique dans le cadre de la solidarité internationale toujours nécessaire. Yvan Craipeau, membre de la DPN du PSU, fait le point cette semaine pour TS, dans un article écrit au début du mois de septembre.

Les problèmes de la révolution portugaise sont ceux de toutes les révolutions de notre temps, surtout en Europe, en dépit des caractères particuliers qui sont les siens, notamment en fonction du rôle de l'armée dans la révolution du 25 avril.

Les voies que proposent les grandes tendances du mouvement ouvrier ne sont donc pas spécifiques au Portugal. Elles se résument à trois :

— la voie parlementaire de Soarès, qui est la voie de la démocratie bourgeoise ;

— la voie de Cunhal, qui est celle d'un capitalisme d'Etat ;

— la voie des groupes révolutionnaires, qui est celle des conseils ouvriers et que nous définissons comme celle du socialisme autogestionnaire.

Chacune de ces trois voies a sa logique.

Soarès propose un moyen relativement tentant pour résoudre les difficultés économiques du Portugal. A condition de donner des gages de sa bonne conduite, le Portugal peut s'intégrer à l'Europe capitaliste avec les facilités économiques qu'on peut en espérer. Mais la principale difficulté tient en ceci : une politique social-démocrate qui nécessite des concessions aux travailleurs n'est possible qu'à partir des structures avancées du capitalisme. Celles-ci, déjà faibles au Portugal, ont été pratiquement détruites par la révolution. La voie capitaliste dans une économie de structure archaïque a toutes les chances d'être celle de la réaction de type salazariste. Les tenants de la politique réactionnaire attendent leur heure, agissent pour le moment dans le sillage de Soarès et le soutiennent parce qu'il peut leur ouvrir la voie. Telle est l'attitude de Spinola.

Cela ne signifie nullement que la social-démocratie soit devenue « social-fasciste » et que les travailleurs n'aient devant eux qu'une seule masse réactionnaire. Cela signifie que le réformisme peut servir de marchepied à la réaction. D'où la violente hostilité de l'avant-garde ouvrière et paysanne à son égard.

le parti et les apartidaires

La voie proposée par Cunhal a également sa logique et sa force. Pour le mouvement stalinien, le socialisme est fait des nationalisations et du pouvoir du parti. Contrairement à ce qu'on croit souvent, les partis communistes ne s'identifient pas à la voie électoraliste et parlementaire dans laquelle la plupart d'entre eux inscrivent leur stratégie. Quand la voie parlementaire tend à les marginaliser, comme au Portugal, ils cherchent une autre voie. Par contre, ils s'appuient sur la conquête des appareils : appareil d'Etat (qui au Portugal s'identifie pour le moment avec l'appareil militaire) ; appareil syndical, etc.

Mais ils ne cherchent pas à changer les rapports de production :les nationalisations ne sont pas le socialisme. Le pouvoir du parti n'est pas le pouvoir populaire. Les masses populaires ont ressenti fortement la confiscation de leur pouvoir par les manœuvres d'appareil du PCP, tant sur le plan de l'entreprise et des syndicats, que sur le plan central du pouvoir d'Etat.

On a suffisamment répété que stalinisme et réformisme se nourrissaient l'un l'autre. L'alliance objective du réformisme avec la droite resserre autour du PCP l'aile progressiste de l'armée et de la classe ouvrière qui ne veut pas laisser la révolution s'embourber dans le marais du capitalisme occidental. Les émeutes anti-PC du Nord offrent un terrain favorable à la réaction, mais elles montrent le refus d'une solution autoritaire et de la confiscation du pouvoir par un parti.

De là, la confusion actuelle et la démobilisation relative des travailleurs. Ici apparaissent les responsabilités de l'extrême-gauche. Celle-ci a joué un rôle considérable, disproportionné par rapport à ses effectifs et plus encore par rapport à son poids électoral. Pour elle, le socialisme, c'est d'abord la transformation des rapports sociaux dans et autour de l'entreprise : expropriation du capital, contrôle ouvrier sur la production et la gestion de l'entreprise, remise en cause du profit et de la concurrence, de l'organisation capitaliste du travail (hiérarchie, chaîne, cadences, division du travail entre commandement et exécution, etc...), contrôle populaire sur la distribution et sur la vie du quartier, autogestion et planification démocratique.

Ces objectifs sont ceux du projet de pouvoir populaire qui s'appuie sur le développement des conseils de travailleurs unitaires, apartidaires (c'est-à-dire non manipulés) et sur les instances constamment révocables par la base. L'extrême-gauche a joué un rôle décisif pour promouvoir les conseils ouvriers, les commissions populaires, les conseils de soldats et de marins. Elle a réussi à plusieurs reprises à entraîner une partie importante de l'armée vers ses solutions.

Malheureusement, le poids politique de l'extrême-gauche reste limité. C'est qu'elle se borne essentiellement à la revendication de la démocratie directe et ne formule pas, à ma connaissance, de propositions précises, ni sur le plan de la restructuration de l'économie, ni sur celui des nécessaires alliances de classes, ni sur celui des alliances politiques qui la traduisent.

Le déséquilibre de la production est inévitable dans la période de transition où le moteur du profit est grippé avant que ne lui soit substituée l'organisation selon les besoins : le sabotage de l'ennemi de classe aggrave cette situation, et aussi la réaction anti-travail de ceux qui travaillaient jusqu'ici sous la contrainte. C'est pourquoi on ne peut pas donner la priorité à l'économie sur la politique.

la question des alliances

Le second problème clé est celui des alliances de classes. Le mécontentement des petits paysans du Nord et celui de la petite bourgeoisie rurale et urbaine a des causes objectives : la révolution a plutôt aggravé leurs conditions de vie et ne leur a rien apporté de concret. Sauf la liberté de s'exprimer... qu'ils utilisent contre la révolution. Tant qu'il en est ainsi, le clergé et les caciques ont beau jeu de les mobiliser au service de la réaction. Or cette alliance des classes populaires est vitale pour la révolution. Sans poser le problème en terme électoral (acheter des voix), il est évident que la révolution ne peut être faite ni contre les paysans — qui nourrissent la population — ni contre l'ensemble des ingénieurs et techniciens — qui sont indispensables à la production.

Ce problème des alliances est l'écueil où se brisent les révolutions : on l'a vu au Chili, mais c'est vrai aussi pour la Russie où la classe ouvrière a payé son isolement au prix de la contre-révolution bureaucratique. Si ces couches moyennes choisissent la réaction, la faute n'en est jamais toute entière à la CIA, au clergé et aux agents du capital étranger. La faute est aussi aux révolutionnaires qui n'ont pas su répondre à leurs besoins.

Le ciment de l'alliance, c'est avant tout une réforme agraire rapidement et fermement menée, et la libération des dettes, mais c'est aussi l'organisation des échanges ville-campagne. Là aussi, l'enseignement du Portugal est clair. Il ne faut pas attendre la période révolutionnaire pour regrouper les partisans du socialisme autogestionnaire avec un programme et une stratégie communes. Aider le Portugal révolutionnaire, c'est faire avancer leur cohésion, non seulement dans notre pays, mais à l'échelle internationale. Telle doit être notre double tâche.

Yvan CRAIPEAU ■

Pérou :

à gauche, gauche !

Une semaine après le coup d'Etat qui a destitué le Président Velasco au Pérou, le panorama de l'Amérique andine se transforme..

En Equateur, le coup réactionnaire monté par les chambres de commerce et les entreprises pétrolières a échoué : la principale garnison (Nord) a appuyé le Président nationaliste à condition qu'il radicalise son programme.

En Argentine, la chute du « Raspoutisme » Lopez Rega, inspirateur de l'organisation fasciste AAA, a ouvert une situation de vacance du pouvoir dans laquelle les masses populaires peuvent à nouveau développer leur force.

En Bolivie, le régime pro-brésilien du Général Banzer doit subir les coups combinés des mineurs (deux grèves générales en deux mois), des paysans (révoltés de Cochabamba), des étudiants (grèves universitaires), et de nombreux secteurs militaires.

Un nouveau rapport de forces se dessine donc qui ouvre de nouvelles perspectives pour tous les peuples de la région mais surtout pour le peuple chilien. La résistance qui augmente ses forces dans un contexte de crise inextricable est donc aidée dans sa lutte par le nouveau contexte régional.

Hector Bejar, ancien dirigeant des guerillas (1965), aujourd'hui l'un des principaux collaborateurs civils du gouvernement militaire.

Lima, le 7 septembre — Pour la première fois dans l'histoire des coups d'Etat militaires, une équipe de gauche déplace une équipe de droite tout en réaffirmant sa fidélité inébranlable aux principes qui ont guidé la première intervention commune. Mieux encore ; deux des cinq chefs historiques de la révolution du 3 octobre 1968 destituent celui qui les avaient rassemblés...

Pour comprendre l'extraordinaire dialectique interne aux forces armées et au pays, qui a permis cette véritable révolution dans la révolution, il faut revenir rapidement en arrière.

Au sein d'un organisme d'études militaires formé en 1950 (le Centre des Hautes Militaires-CAEM) les gradés de l'appareil militaire péruvien ont pu étudier ce qu'ils voyaient tous les jours : misères, maladie, délinquance, chômage, sous-emploi, exploitation... (1)

Pendant ces longues années, une conscience à chaque fois plus précise des causes profondes du sous-développement de leur pays, apparaît chez ceux qui ne sont plus les soldats « héroïques » d'hier, mais bien les soldats « intellectuels » et « techniciens » d'une armée moderne et technologique.

quatre secteurs

Quand vient le « choc moral » des guerrillas (1965), de nombreux militaires sont préparés à recevoir son message. « *Ces jeunes qui abandonnent leur famille, leur travail, leur vie, pour la libération du pays, utilisèrent de mauvaises méthodes, mais avaient raison* ». Il n'est pas rare d'entendre cette phrase dans la bouche de nombreux colonels et généraux.

Peu à peu s'élabore une théorie nouvelle, *la sécurité intégrale :* l'armée, qui a pour but d'assurer la sécurité nationale, doit comprendre que le sous-développement est la cause de l'insécurité du pays. Le sous-développement est un produit d'un système précis, le capitalisme ; c'est donc ce système qu'il faut surmonter.

Ainsi la position péruvienne se caractérise par son anti-impérialisme, proposant un modèle « *non capitaliste et non communiste* ». De quoi s'agit-il ? Pas d'une « *troisième voie* », répondent les généraux ; il s'agit d'un « *modèle autonome, basé sur trois principes : la propriété sociale des moyens de production, l'exercice autonome du pouvoir, la solidarité humaniste* ».

Ce modèle a pour nom « *Société de travailleurs* » ou « *démocratie sociale de pleine participation* ». Plus précisément il s'agit d'articuler quatre secteurs dans l'économie : *étatique* (plus de 50 % des investissements, dominant quasi totalement les secteurs de production essentiels : énergie, mines, pêches, sidérurgie...), *privé réformé* (dans l'industrie de transformation où la « *communauté des travailleurs* » reçoit chaque année 15 % du capital et 10 % des bénéfices de l'entreprise en même temps qu'elle délègue ses représentants à la direction), *privé « pur »* (au maximum 20 % du total surtout dans l'artisanat) et *propriété sociale* (secteur autogestionnaire « *prioritaire* » du point de vue de l'aide afin de devenir, est-il dit « *hégémonique* »). La planification de l'économie se fait par l'intermédiaire de la direction du secteur étatique et de propriété sociale, à travers la conception d'une planification « de base » décentralisée et régionale, tendant à intégrer autour de pôles de développements le reste de l'économie locale qui reste encore essentiellement une économie de subsistance agricole.

Quant au « *transfert du pouvoir* » il doit, selon le « modèle », se réaliser à travers la formation de nouvelles organisations sociales-économiques comme sont les coopératives agraires, les communautés industrielles... Un exemple de ce « transfert » peut être donné par le nouveau système de presse où chaque quotidien de diffusion nationale est remis à un secteur de la « population organisée ».

En près de sept années de processus, le pays s'est transformé en un immense chantier de réformes : *agraire* (le latifundisme est liquidé et remplacé par des «entreprises associatives »), *industrielles* (il existe près de 3 000 communautés industrielles), *éducation* (basé sur la déscolarisation et la direction de l'éducation au niveau communal par des conseils élus) et bien d'autres encore.

La seconde étape du « transfert » du pouvoir doit se faire à travers la mise en place d'« *autogouvernements locaux* », basés sur les nouvelles organisations socio-économiques.

un « thermidor »

Certes cet ambitieux modèle théorique (basé comme le disent les « *bases idéologiques de la Révolution péruvienne* », « *sur le meilleur des idées socialistes, humanistes, libertaires et chrétiennes* », a été l'objet de multiples interprétations et pratiques à l'intérieur du régime.

Dans son fond, l'idéologie de la Révolution péruvienne récuse la lutte des classes et la remplace par la « mobilisation sociale ». En d'autres termes, il n'existerait que des « groupes sociaux » avec leurs problèmes, leurs affrontements, etc. mais plus de classes avec leurs perspectives historiques de pouvoir politique. A partir de cette conception générale, et s'appuyant sur la nouvelle « *bourgeoisie-bureaucratique* », se développant tendantiellement à travers le pléthorique appareil administratif, économique et politique de l'Etat, un secteur du régime qui semblait l'emporter il y a encore peu de jours, préparait son « thermidor ».

Mais avec quelle politique ? Contrôle étroit des organisations de base, division des récalcitrantes, répression (relative) antipopulaire, créations de troupes de chocs. Ceci au plan des relations avec les masses.

Au plan économique, tout en réaffirmant son attachement aux « idéaux » de la révolution, ce secteur — à travers la gestion des ministères des pêcheries (le Pérou est le premier producteur mondial de farine de poisson), de l'industrie et du tourisme, du travail et de l'intérieur et tout en ayant par ailleurs le contrôle du Système national d'information et du SINAMOS, Système national d'appui à la mobilisation sociale, chargé de suivre « attentivement » l'implantation des nouvelles organisatins sociales — favorisait en réalité certains groupes privés (construction : - 20 % de croissance annuelle ; groupes financiers, commerciaux...) en transformant souvent leurs ministères en sous-traitant de ces groupes. Ils n'oubliaient pas, d'ailleurs, de placer leurs amis, ou leur famille dans ces affaires (le propre beau-frère de l'ex-président, par exemple).

Au plan politique, ce courant recherchait une alliance avec le secteur « modéré », majoritaire, de l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), vieux mouvement populiste bourgeois, ayant eu dans le passé une large base populaire, en réalité cinquième colonne de l'impérialisme dans le pays.

Pourtant, le simple fait de diffuser ce modèle et d'en réaliser effectivement beaucoup d'aspects a permis le développement d'une *dynamique de masse* qui a rapidement débordé les cadres étroits des lois en vigueur.

Maurice NAJMAN ■

(1) Les militaires péruviens, d'origine souvent plébéienne, sont tenus, institutionnellement, de faire un temps de leur service dans la « Sierra » ou la « Selva » péruvienne.

La semaine prochaine : dynamique populaire, les organisations politiques, le dénouement des contradictions, les perspectives.

L'EXPRESS PROSTITUTION

L'Express n'en finit pas de « bondir » (1). Au gré des découvertes, des « géniales intuitions » de son patron - propriétaire - inspirateur - éditorialiste. Les hochets se sont succédés : les cadres, le défi américain, le pouvoir régional, la jeunesse, la crise,... Voilà — avec la publication en feuilleton du livre de Pauline Réage, Histoire d'O, sorti il y a une quinzaine d'années — le vrai « sexe », en direct, comme si on y était, en couverture et en dedans, in extenso, non expurgé, complet, formidable, déroutant, « choquant », mais si « courageux »... comme l'affirmait sans trop d'humour Philippe Grumbach sur France-Inter. « Vous savez, c'est un problème contemporain » disait-il.

Mais où est au juste le courage, dans cette magnifique opération publicitaire pour un livre, un film, un journal ? JJSS sait bien que, comme Emmanuelle, Histoire d'O sera un alibi pseudo-culturel pour une nouvelle mode. Et le moderne, aujourd'hui, c'est parler de cul sans complexe ni mobile apparents, et frémir à la lecture des fantasmes sadomasochistes de Pauline Réage.

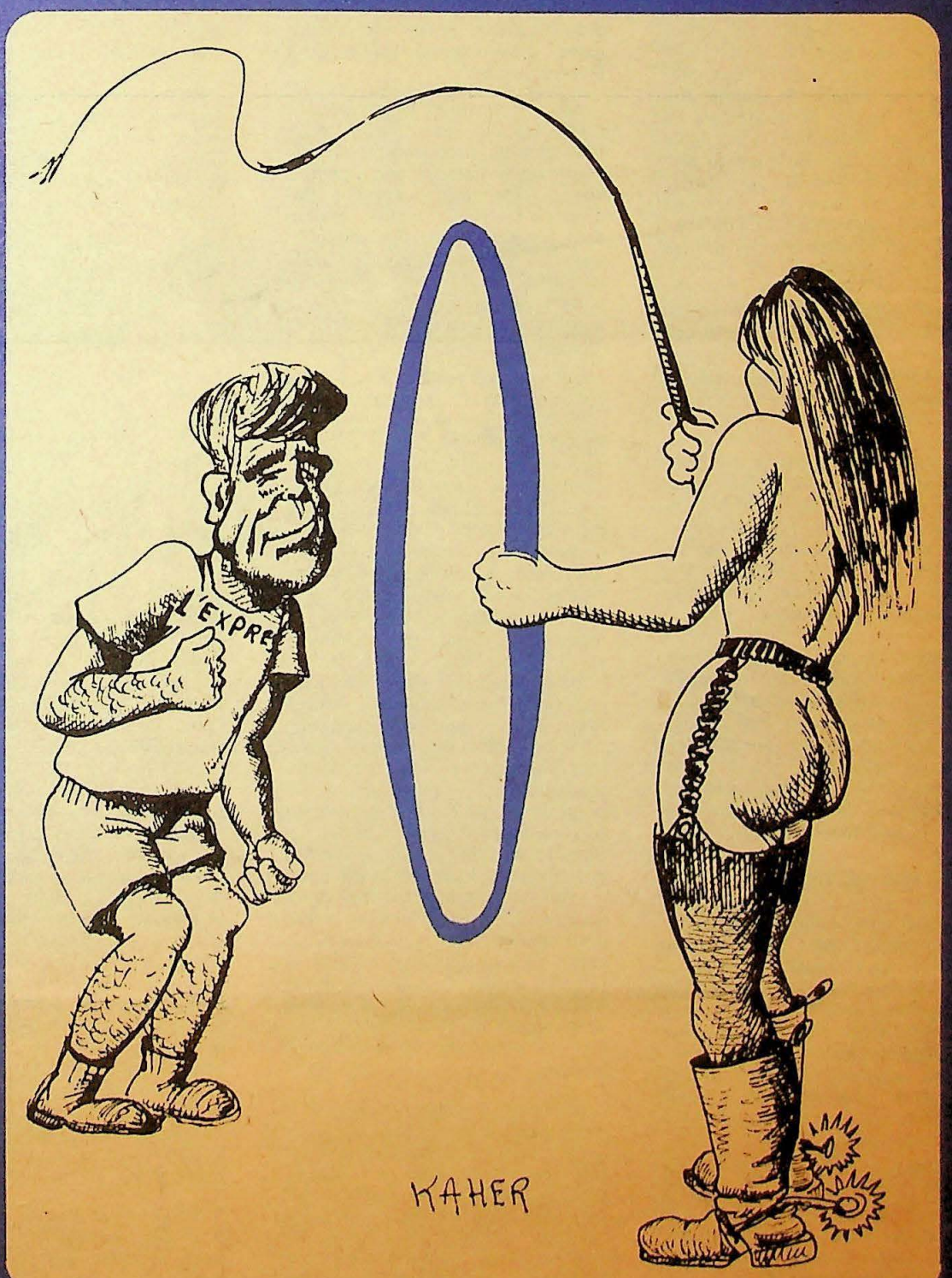
Que cet auteur ait « du style » ou pas, voilà qui importe peu. Les salons littéraires, si parisiens, ne voient pas défiler les masses, fussent-elles de cadres. JJSS a pensé à eux : si certains lecteurs de l'Express traînent dans les sex shops en cachette de leurs épouses et de leurs chefs de bureau, leur cher hebdomadaire va leur éviter une coupable clandestinité. Ils pourront dans le métro, tout journal ouvert, baver sur la lecture d'un hard-core rétro (peu radical, par les temps qui courent), et voir se confirmer leurs rêves phallocratiques.

Qu'est-ce que c'est, Histoire d'O ? A en croire son préfacier, Jean Paulhan, c'est l'aveu « que les femmes ont besoin simplement d'un bon maître... bref qu'il faut prendre un fouet quand on va les voir ». Cet aveu, tiré à plus d'un million d'exemplaires, s'enfonce dans des millions de têtes. Nous n'irons pas voir si JJSS a vraiment racheté 51 % des intérêts des entreprises fabriquant les petits martinets...

En fait, ce conformisme de bon aloi vis-à-vis du porno pseudo esthétique est une arme de plus dans une société où même l'amour est devenu une marchandise. Le couple tragique Giroud-JJSS se reconstitue ainsi autour d'une idée fondamentale ; la femme battue ou engrossée doit rester un être secondaire...

Mise en scène dans les films de cul ou les discours lénifiants des députés, elle est montrée comme propriété de l'homme, celui qui fait les films et les discours. Ce droit de propriété-là est celui que la majorité des hommes, y compris les militants, portent dans leur tête.

Banalisée à un million d'exemplaires, Histoire d'O ne perd rien de son poison, même si chacun le refoule au nom de la morale dominante. Dans une société où partout la dialectique maître-esclave guide les rapports humains, ce n'est pas un garde-fou suffisant que de prétendre dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. ■



(1) « **L'Express bondit** » : c'était le slogan publicitaire du **Nouvel Express**, lors de sa relance en 1964. Pour la première fois en France, la presse américaine faisait un petit...